

JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE AUTONOME DU TOGO

LOIS ET DECRETS

ARRÊTÉS, DÉCISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

PARAISSENT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME**ABONNEMENTS**

Togo, France & Union Fée	1 an	6 mois
Ordinaire	1.100 fr.	650 fr.
Avion	3.000 fr.	1.600 fr.
Etranger	1 an	6 mois
Ordinaire	1.400 fr.	800 fr.
Avion	3.500 fr.	2.100 fr.
Prix du numéro		
Au comptant à l'imprimerie : 60 fr.		
Par porteur ou par la poste :		
Togo-France & Union Fée : 75 fr.		
Etranger : Port en sus.		

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces s'adresser au Directeur de l'École Professionnelle de la Mission Catholique de LOME, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements et annonces sont payables d'avances.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	60 f
Minimum	230 f
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum 230 f	

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Par décret en date du 23 mars 1957 M. Rigal Joseph, Edouard, Georges, Marie, Administrateur en Chef de classe exceptionnelle de la France d'outre-mer, Secrétaire Général du Haut-Commissariat du Togo, est chargé par intérim des fonctions de Haut-Commissaire de la République française au Togo.

SOMMAIRE**ACTES DE LA RÉPUBLIQUE AUTONOME DU TOGO****DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES****PREMIER MINISTÈRE****1957**

12 mars	— Décret n° 57-36 portant approbation du compte administratif de la commune-mixte de Tsévié pour l'exercice 1955.	229
12 mars	— Décret n° 57-37 portant approbation du budget additionnel de la commune-mixte de Tsévié pour l'exercice 1956.	229
12 mars	— Décret n° 57-38 fixant l'exercice des compétences des Membres du Gouvernement Togolais, des Services et des Agents de l'Administration en matière de réglementation minière.	229
15 mars	— Décret n° 57-39 portant interdiction de réunion dans certaines parties de la République Autonome du Togo.	230
15 mars	— Décret n° 57-40 portant modification au tarif spécial PV n° 5 et au chapitre III des tarifs généraux du recueil général des tarifs du C.F.T.	231

4 mars	— Arrêté n° 50/PM/MSP. instituant des mesures sanitaires dans les cercles de Dapango et de Mango.	233
4 mars	— Arrêté n° 51/PM/MSP. déclarant les cercles de Dapango et Mango contaminés de méningite cérébro-spinale.	233
4 mars	— Arrêté n° 53/PM. portant modification de la date d'application de l'arrêté n° 689-56/SD. en ce qui concerne les importations de gas-oils destinés aux concessionnaires de services publics producteurs d'énergie électrique.	233
11 mars	— Arrêté n° 55/PM. abrogeant l'arrêté n° 802-55/P. du 6 octobre 1955 fixant la liste limitative des fonctions donnant la qualité de Chef d'Administration ou de service et accordant des avantages en matière de logement et d'ameublement au personnel remplissant ces fonctions, et l'arrêté n° 391/CFT. du 30 avril 1956 l'ayant complété.	234
	Additif n° 62/PM/MIP. du 18 mars 1957 à l'arrêté n° 58-51/E. du 18 janvier 1951.	234
	Arrêtés et décisions chargeant des affaires courantes, portant affectations, engagements, nominations, constatation de passage à l'échelon supérieur, fixation de nouvelle solde d'instituteurs, accordant allocation à un élève de l'école forestière du Banco (C.I.) et l'autorisation d'exercer en pratique privée à un médecin commandant.	234

MINISTÈRE D'ÉTAT, DE L'INTÉRIEUR ET DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS**1957**

20 février	— Arrêté n° 21/INT/PTT. portant rectification à l'arrêté n° 3/MTP/PTT. du
------------	---

	4 janvier 1957 portant modification des taxes accessoires afférentes aux colis postaux du régime de l'Union française.	240
1 ^{er} mars	— Arrêté n° 24/INT/PTT. portant ouverture d'une agence postale à Sotouboa (Carole de Sokodé).	240
Arrêtés et décisions	portant mutations, affectations, licenciements, engagements, désignation de chef de canton et interdictions de séjour.	240

MINISTÈRE DES FINANCES

Arrêtés et décisions	portant affectation, concession de pensions et approbation de rôles.	242
----------------------	--	-----

MINISTÈRE DES MINES, DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS, DE L'ÉCONOMIE ET DU PLAN

1957

5 mars	— Arrêté n° 178/MTP/TP. ouvrant une enquête de commodo et incommodo concernant l'installation à Sokodé d'une cuve à essence.	245
Décisions	portant nominations, reclassement, affectation et licenciements.	245

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ÉLEVAGE ET DES EAUX ET FORÊTS

Décisions	portant admission et nominations.	246
-----------	---	-----

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Rectificatif à la décision n° 41/D/MTP.d	du 22 novembre 1956 fixant les dates des vacances scolaires pour l'année 1956-1957.	246
Arrêtés et décisions	portant nomination, mutation, recrutements, autorisation d'enseigner, attribution et suppression de bourses, aides et secours scolaires.	247

MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

1957

4 mars	— Arrêté n° 8-57/MIC. fixant la date de fermeture de la campagne d'achat du coton de la récolte 1957.	248
13 mars	— Arrêté interministériel n° 4/ITM/MA-MIC. autorisant l'exportation pour la récolte 1957, du coton présentant une couleur jaune.	249

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

Décision	portant nomination (Infirmerie du chemin de fer du Togo).	249
----------	---	-----

ACTES DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DECRETS, ARRETES ET CIRCULAIRES

1957

1 ^{er} février	— Arrêté interministériel fixant la liste des cadres supérieurs des territoires d'outre-mer ouvrant droit aux intégra-
-------------------------	--

tions prévues par les articles 15 d et 17 du décret n° 56-809 du 9 août 1956 relatif au statut des chefs de division et attachés de la France d'outre-mer. (Arrêté de promulgation n° 25-57/C. du 15 mars 1957).

15 février	— Arrêté ministériel fixant la liste des cadres supérieurs des territoires d'outre-mer ouvrant droit au recrutement au choix prévu par l'article 5, 2 ^e a, du décret n° 56-809 du 9 août 1956 relatif au statut des chefs de division et attachés de la France d'outre-mer. (Arrêté de promulgation n° 25-57/C. du 15 mars 1957).	249
23 février	— Décret n° 57-238 relatif à la publication dans la République Autonome du Togo du décret n° 56-1182 du 3 novembre 1956 portant publication de la convention pour l'adoption d'un système uniforme de jaugeage des navires, signée à Oslo le 10 juin 1947. (Arrêté de promulgation n° 24-57/C. du 14 mars 1957).	250
24 février	— Décret n° 57-239 arrêtant la liste des offices et établissements publics de l'Etat dans les territoires d'outre-mer. (Arrêté de promulgation n° 24-57/C. du 14 mars 1957).	251
24 février	— Décret n° 57-244 relatif à l'émission des monnaies métalliques dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et dans la République Autonome du Togo. (Arrêté de promulgation n° 24-57/C. du 14 mars 1957).	255
Arrêtés	portant tableau d'avancement et promotion (Ingénieurs d'Agriculture de la F.O.M.) et détachements (Médecins africains).	256

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE EN A.O.F.

Décision	portant constatation de passages automatiques d'échelon (Postes et Télécommunications).	258
----------	---	-----

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE AU TOGO

ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

Arrêtés et décision	chargeant des affaires courantes et portant nominations.	258
---------------------	--	-----

AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

Instruction ministérielle n° 566/PE/5	du 8 mars 1957 relative au droit d'option éventuelle pour la caisse de retraites de la France d'outre-mer.	258
Avis (Archidiocèse et Diocèse de Lomé et de Sokodé).		260
Nécrologie.		260
Avis de perte.		260
Récépissé de déclaration d'Association.		261

PREMIER MINISTÈRE

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

DECRET N° 57-36 du 12 mars 1957 portant approbation du compte administratif de la Commune-Mixte de Tsévié pour l'exercice 1955.

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu le décret du 6 novembre 1929 portant institution de communes-mixtes au Togo;

Vu l'arrêté n° 577 du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution, le régime administratif et financier des communes-mixtes du Togo, ensemble tous textes l'ayant modifié ou complété;

Vu l'arrêté n° 136-52/AP. du 13 février 1952 portant création de la Commune-Mixte de Tsévié;

Vu l'arrêté n° 74-55/SG/AG. du 15 janvier 1955 portant approbation du budget primitif de la commune-mixte de Tsévié pour l'exercice 1955;

Vu le procès-verbal en date du 29 janvier 1957 des délibérations de la Commission municipale de la commune-mixte de Tsévié;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le compte administratif de la commune-mixte de Tsévié pour l'exercice 1955 est arrêté comme suit :

— *En Recettes* : à la somme de Quatre millions cinq cent dix mille cent quatre vingt cinq (4.510.185) francs.

— *En Dépenses* : à la somme de Quatre millions deux cent soixante dix mille deux cent trois (4.270.203) francs,

laissant apparaître un excédent de recettes de Deux cent trente neuf mille neuf cent quatre vingt deux (239.982) francs, somme qui est inscrite en recettes et en dépenses au budget supplémentaire de l'exercice 1956.

ART. 2. — Sont annulés faute d'emploi, les crédits restant disponibles à la clôture de l'exercice et dont le montant s'élève à Deux millions cent soixante dix sept mille deux cent quatre vingt cinq (2.177.285) francs.

ART. 3. — Le Premier Ministre, le Ministre d'Etat chargé de l'Intérieur et des Postes et Télécommunications et le Ministre des Finances sont chargés de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 12 mars 1957.

N. GRUNITZKY.

Par le Premier Ministre :

Le Ministre des Finances, Le ministre d'Etat,
G. APEDO-AMAH. F. MAMA.

DECRET N° 57-37 du 12 mars 1957 portant approbation du budget additionnel de la Commune-Mixte de Tsévié pour l'exercice 1956.

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu le décret du 6 novembre 1929 portant institution de communes-mixtes au Togo;

Vu l'arrêté n° 577 du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution, le régime administratif et financier des communes-mixtes au Togo et tous les textes subséquents l'ayant modifié ou complété;

Vu l'arrêté n° 136-52/AP. du 13 février 1952 portant création de la commune-mixte de Tsévié;

Vu l'arrêté n° 125-56/SG. du 9 février 1956 portant approbation du budget primitif de la commune-mixte de Tsévié pour l'exercice 1956;

Vu le décret n° 57-36 du 12 mars 1956 portant approbation du compte administratif de la Commune pour l'exercice 1955;

Vu le procès-verbal de délibération de la Commission municipale en date du 29 janvier 1957;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le budget additionnel de la Commune-Mixte de Tsévié est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de Deux cent quatre vingt dix mille quatre cent vingt trois (290.423) francs.

ART. 2. — Le Premier Ministre, le Ministre d'Etat chargé de l'Intérieur et des Postes et Télécommunications et le Ministre des Finances sont chargés de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 12 mars 1957.

N. GRUNITZKY.

Par le Premier Ministre :

Le Ministre des Finances, Le ministre d'Etat,
G. APEDO-AMAH. F. MAMA.

DECRET N° 57-38 du 12 mars 1957 fixant l'exercice des compétences des Membres du Gouvernement Togolais, des Services et des Agents de l'Administration en matière de réglementation minière.

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956 déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu le décret du 27 février 1924 réglementant les autorisations personnelles en matière minière et le décret modificatif du 22 juillet 1924, promulgués au Togo;

Vu le décret du 26 octobre 1927 réglementant la recherche et l'exploitation de substances minérales au Togo et les textes qui l'ont modifié — décret du 26 décembre 1931 concernant les hydrocarbures et décret du 28 juillet 1938 concernant les zones réservées, promulgués au Togo;

Vu l'arrêté n° 1 du 18 septembre 1956 portant nomination des Membres du Conseil des Ministres et les textes qui l'ont modifié;

Vu les arrêtés n° 34/PM. et 35/PM. du 11 février 1957;

Vu l'arrêté n° 875-53/TP. du 9 décembre 1953 portant création d'un service des mines dans le Territoire du Togo et les dispositions concernant sa mise en application, promulgués au Journal officiel du Togo du 1^{er} janvier 1954;

Sur le rapport du Ministre chargé des Mines;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les textes portant réglementation au Togo sur les Autorisations Personnelles en matière minière (décret du 27 février 1924 et décret du 22 juillet 1924), sur la recherche et l'exploitation de substances minérales (décret du 26 octobre 1927), sur les hydrocarbures (décret du 26 décembre 1931), sur les zones réservées (décret du 28 juillet 1938) effectivement promulgués et en vigueur à la date du 30 août 1956, sont et restent en vigueur dans la République Autonome du Togo, en tout ce qui n'est pas contraire au décret du 24 août 1956 portant Statut de la République Autonome du Togo.

ART. 2. — Les compétences pour l'exécution et l'application de cette réglementation minière sont exercées conformément aux articles suivants.

ART. 3. — Les compétences, attributions et prérogatives, autrefois exercées pour l'exécution de ces décrets, par le Ministre des Colonies et par le Commissaire de la République Française au Togo en Conseil d'Administration, sont exercées par le Premier Ministre en Conseil de Cabinet ou en Conseil des Ministres.

ART. 4. — Les compétences, attributions et prérogation, autrefois exercées pour l'exécution de ces décrets par le Commissaire de la République Française au Togo, seul, sont exercées par le Premier Ministre par décret en Conseil de Cabinet.

ART. 5. — Le Ministre chargé des Mines est habilité à prendre toutes les décisions concernant l'application de la réglementation minière et des dispositions du présent décret.

ART. 6. — Les attributions et l'organisation de la Direction des Mines et de la Géologie de la République Autonome du Togo sont fixées par décret en Conseil de Cabinet. A titre transitoire et sous réserve des dispositions ci-dessus, elles demeurent fixées par l'arrêté du 9 décembre 1953 complété par les dispositions de la Note de Service du 29 décembre 1953, promulgués au Journal officiel du Togo du 1^{er} janvier 1954.

ART. 7. — Sous l'autorité du Ministre chargé des Mines, la Direction du Service des Mines, le Directeur et les agents assermentés du Service des Mines continuent à agir dans les mêmes conditions que celles où agissaient le Service des Mines, le Chef du

Service des Mines et ses agents assermentés en qualité et notamment en ce qui concerne :

- le décret du 27 février 1924 : Article 5
- le décret du 27 octobre 1927 :

Titre I — Articles 6 — 11 — 15 et 16

Titre II — Articles 25 — 26 — 28 — 30 — 31 — 32 — 33 et 34

Titre III — Articles 37 — 38 — 39 — 41 — 42 — 43 — 45 — 46 — 48 — 49 — 52 — 54 — 55 — 56 — 57

Titre IV — Articles 60 — 62 — 64 — 65 — 66 — 68 — 70 — 72

Titre V — Articles 76 — 77 — 78 — 85

Titre VII — Articles 93 — 94 — 98

— le décret du 26 décembre 1931 : Article 7

— le décret du 28 juillet 1938 : Article 3

ART. 8. — Les autres services, les autres fonctionnaires et agents commissionnés de l'Administration continuent à agir dans les mêmes conditions que celles où ils agissaient en vertu des décrets miniers en vigueur visés à l'article I ci-dessus.

ART. 9. — Le présent décret sera publié au Journal officiel de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 12 mars 1957.

N. GRUNITZKI

Par le Premier Ministre :

Le Ministre d'Etat, chargé de l'Intérieur,
F. MAMA.

Le Ministre des Finances,
G. APÉDO-AMAH.

*Le Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage
et des Eaux et Forêts,*
A. MEATCHI.

Le Ministre de la Santé Publique,
J. R. JOHNSON.

*P. le Ministre des Mines, des Travaux Publics,
des Transports, de l'Economie et du Plan,*
absent,

*Le Ministre d'Etat, chargé de l'expédition,
des Affaires courantes,*
F. MAMA.

Le Ministre du Commerce et de l'Industrie,
P. SCHNEIDER.

Le ministre du travail et des affaires sociales,
Léonard B. YWASSA.

Le Ministre de l'Information et de la Presse,
Emmanuel FIAWOO.

DECRET 57-39 du 15 mars 1957 portant interdiction de réunion dans certaines parties de la République Autonome du Togo.

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo;

les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu la loi du 30 juin 1881 sur les réunions publiques et le décret du 11 avril 1946;

Vu le décret du 23 octobre 1935 portant réglementation des mesures relatives au renforcement du Ministère de l'ordre public et le décret du 19 novembre 1947;

Vu les incidents sanglants survenus dans la zone frontalière du Ghana (ex-zone britannique du Togo) et notamment dans les régions de Ho, Hohoè, Kpandu, Jasikan;

Vu le rapport du Ministre d'Etat chargé de l'Intérieur et des Postes et Télécommunications;

Vu la nécessité de préserver l'ordre public;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Toute réunion; toute manifestation, tout rassemblement sont interdits jusqu'à nouvel ordre :

- a) dans le Canton de l'Awé dépendant du Poste Administratif de Kévé (Cercle de Tsévié;
- b) dans le Cercle de Klouto y compris le Territoire de la Commune-Mixte de Palimé;
- c) dans la Subdivision d'Akposso Plateau.

ART. 2. — Vu l'urgence le présent décret sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage dans les Mairies, les Bureaux de Circonscriptions Administratives et par tous autres moyens de publicité.

Fait à Lomé, le 15 mars 1957

N. GRUNITZKY.

Par le Premier Ministre :

Le Ministre d'Etat, chargé de l'Intérieur,

F. MAMA.

DECRET N° 57-40 du 15 mars 1957 portant modification au tarif spécial PV n° 5 et au chapitre III des tarifs généraux du recueil général des tarifs du CFT.

Le Premier Ministre,

Sur le rapport du Ministre des Mines, des Travaux Publics, des Transports, de l'Economie et du Plan;

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956 déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu l'arrêté n° 1017-49/TP. du 27 décembre 1949 rendant applicable au Togo un nouveau recueil des tarifs du CFT. et tous arrêtés ultérieurs ayant porté modification à ces tarifs;

Vu l'arrêté n° 519/CFT. du 9 juin 1954 portant organisation du Service des Chemins de Fer et du Wharf du Togo;

Vu le rapport en Comité du Réseau en date du 20 février 1957;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé dans le chapitre 1^{er} du tarif spécial PV n° 5, un paragraphe B relatif à la taxation des coquaires de rônier de production locale destinés à la construction.

ART. 2. — Les prix fermes saisonniers applicables à certains transports effectués aux conditions du tarif

spécial PV n° 5, créés par arrêté n° 696-56 du 2 août 1956, et par décret n° 56-14 du 30 novembre 1956 sont rendus annuels.

ART. 3. — Les prix fermes saisonniers applicables à certains transports effectués aux conditions du chapitre III des tarifs généraux, créés par décret n° 56-14 du 30 novembre 1956 sont rendus annuels.

ART. 4. — Un nouveau tarif spécial PV, n° 5 tenant compte des articles premier et deux ci-dessus, ainsi qu'un nouveau chapitre III des tarifs généraux tenant compte de l'article trois ci-dessus, figurent en annexe au présent décret.

ART. 5. — Le Ministre des Mines, des Travaux Publics, des Transports, de l'Economie et du Plan; est chargé de l'exécution du présent décret, qui aura effet du 1^{er} mars 1957 et qui sera publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 15 mars 1957.

N. GRUNITZKY.

Pour le Ministre des Mines, des Travaux Publics, des Transports, de l'Economie et du Plan,

Le Ministre d'Etat,

F. MAMA.

Tarif spécial PV. N° 5

Matériaux et pièces pour construction, coquaires du pays; produits métallurgiques, instruments et machines agricoles ou industrielles, matériel de Chemin de Fer, déchets de métaux.

1^o — A — Matériaux de construction bruts, à l'exception du ciment importé et des coquaires du pays.

a) Par wagon chargé au minimum aux 9/10èmes de sa limite de charge ou payant pour ce poids :

Par tonne et par kilomètre Frs. 7.50

Prix ferme jusqu'à 60 Kms, la tonne Frs. 270.00

b) Par train complet d'au moins 120 tonnes ou payant pour ce poids :

Par tonne et par kilomètre Frs. 6.00

B — Coquaires de rônier de production locale destinés à la construction

a) Par tonne et par kilomètre, par wagon complet de 0 à 100 kilomètres Frs. 8.50

au-delà de 100 kilomètres Frs. 7.50

b) Par wagon complet acheminé au départ d'une gare située entre Awagomé inclus et Blitta inclus, et à destination de Lomé :

Prix fermes :

— par wagon de 7 tonnes 8.400 francs

— par wagon de 10 tonnes 12.000 francs

— par wagon de 20 tonnes 24.000 francs

2^o — Ciment importé et pièces pour construction, à l'exception des produits métallurgiques

Par wagon chargé au minimum aux 9/10èmes de sa limite de charge ou payant pour ce poids :

Par tonne et par kilomètre Frs. 9.00

Prix fermes :

a) — Bout du Wharf — Blitta Frs. 1.750 la T.

— Bout du Wharf — Atakpané Frs. 1.100 la T.

— Bout du Wharf — Palimé Frs. 700 la T.

Ces prix fermes comprennent les taxes de voie locale de Lomé.

- b) — Lomé PV — Blitta . . . Frs. 1.650 la T.
Lomé PV — Atakpamé . . . Frs. 1.000 la T.
Lomé PV — Palimé . . . Frs. 600 la T.

A ces prix fermes s'ajoutent les taxes de voie locale de Lomé.

Tous ces prix fermes ne sont en aucune façon réductibles. Ils peuvent se substituer au prix de 9.00 la tonne kilométrique lorsqu'ils sont plus avantageux.

Seul le tarif de 9.000 la T.K. est justifiable des détaxes de 10 et 25 % prévues par arrêté n° 136-56 du 13 février 1956.

3^e I — *Produits métallurgiques, fers à béton, poutrelle, etc.*

Par wagon chargé au minimum aux 9/10èmes de sa limite de charge ou payant pour ce poids.

Par tonne et par kilomètre . . . Frs. 10.00

Prix fermes :

- a) — Bout du Wharf — Blitta . . . Frs. 1.950 la T.
Bout du Wharf — Atakpamé . . . Frs. 1.300 la T.
Bout du Wharf — Palimé . . . Frs. 1.000 la T.

Ces prix fermes comprennent les taxes de voie locale de Lomé.

- b) — Lomé PV — Blitta . . . Frs. 1.850 la T.
Lomé PV — Atakpamé . . . Frs. 1.200 la T.
Lomé PV — Palimé . . . Frs. 900 la T.

A ces prix fermes s'ajoutent les taxes de voie locale de Lomé.

Tous ces prix fermes ne sont en aucune façon réductibles. Ils peuvent se substituer au prix de 10.00 la tonne kilométrique lorsqu'ils sont plus avantageux.

Seul le tarif de 10 francs la T.K. est justifiable des détaxes de 10 et 25 % prévues par arrêté n° 136-56 du 13 février 1956.

II. — *Matériel de Chemin de Fer*

Par tonne et par kilomètre . . . Frs. 10.00

4^e — *Instruments et machines agricoles ou industrielles, matériel roulant et de traction de chemin de fer,*

Par wagon chargé au minimum aux 9/10èmes de sa limite de charge ou payant pour ce poids :

Par tonne et par kilomètre . . . Frs. 10.00

Conditions d'application

1^o — Le transport est effectué à découvert — Toutefois, le ciment, la chaux et le plâtre sont transportés à couvert sans perception supplémentaire.

Nota — Par dérogation aux conditions des articles 39 et 40 des conditions générales d'application des tarifs, les marchandises groupées pour constituer le chargement d'un wagon complet sont taxées sur leur poids réel au prix du barème dont elles relèvent, l'insuffisance de poids, le cas échéant, étant taxée au prix du paragraphe premier.

2^o — Le chargement, et s'il y a lieu, le bâchage sont faits par l'expéditeur, et le déchargement, ainsi que le débâchage, sont le cas échéant, faits par le destinataire, à leurs frais, risques et périls.

3^o — Le Chemin de Fer ne répond pas des avaries résultant de la mouille. Il n'est pas tenu d'entreposer à couvert les marchandises transportées aux conditions du présent tarif.

4^o — Le Chemin de Fer n'est pas tenu d'accepter obligatoirement les transports directs au départ du bout du Wharf à destination d'une gare de l'intérieur. Si des impossibilités momentanées en matériel ou toute autre cause le justifient, le Chemin de Fer peut demander à l'importateur ou expéditeur de marchandises de décharger les wagons sortant du Wharf pour les réexpédier ultérieurement.

Le présent tarif spécial P.V. n° 5 se substitue à ceux ou à leurs extraits ayant fait l'objet :

de l'arrêté n° 696-56 du 2 août 1956

et du décret n° 56-14 du 30 novembre 1956

Tarifs généraux pour le transport des marchandises :

CHAPITRE III

Tarif général par wagon

1^o — Prix de transport par tonne et kilomètre par wagon chargé au minimum aux 3/10èmes de sa limite de charge ou payant pour ce poids :

- a) en grande vitesse . . . Frs. 14.00
b) en petite vitesse . . . Frs. 10.00

Ces deux prix ne sont valables que pour les transports au départ de Lomé.

2^o — Prix fermes pour les transports au départ de Lomé, effectués en petite vitesse :

Par wagon chargé au minimum aux 9/10èmes de sa limite de charge ou payant pour ce poids :

- Lomé PV — Blitta . . . Frs. 1.650 la T.
— Lomé PV — Atakpamé . . . Frs. 1.000 la T.
— Lomé PV — Palimé . . . Frs. 600 la T.

A ces prix s'ajoutent les taxes de voie locale de Lomé.

Tous ces prix fermes ne sont en aucune façon réductibles. Ils peuvent se substituer au prix de 10f,00 la tonne kilométrique prévu au paragraphe 1^{er} lorsqu'ils sont plus avantageux.

Conditions d'application

Les marchandises désignées ci-après ne peuvent bénéficier des dispositions du paragraphe 2 :

- véhicules routiers
- matériaux de construction
- produits métallurgiques, matériel de chemin de fer
- instruments et machines agricoles
- combustibles liquides et huiles minérales
- produits asphaltiques et bitumeux
- eau par citerne complète
- toutes marchandises explosives, inflammables, dangereuses, vénéneuses et infectes.

Différentes marchandises admises au transport peuvent être groupées pour faire un wagon complet.

ARRETE N° 50/PM/MSP. du 4 mars 1957 instituant des mesures sanitaires dans les cercles de Dapango et de Mango.

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu l'arrêté n° 85 du 11 août 1921 relatif à l'hygiène et à la santé publique;

Vu le décret du 11 novembre 1929 relatif à la protection de la santé publique dans les Territoires d'outre-mer;

Vu le télégramme n° 63 du 2 mars 1957 du Commandant de cercle de Dapango;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les voyageurs en provenance de la Haute Volta, du Niger et du Dahomey, devront, pour être admis à pénétrer dans les Cercles de Dapango et de Mango, être munis d'un passeport sanitaire.

ART. 2. — Les postes de surveillance sanitaire seront établis sur décision des Chefs de Circonscriptions administratives, en accord avec les Médecins-Chefs des subdivisions sanitaires.

ART. 3. — Les contrevenants aux dispositions du présent arrêté seront passibles des peines prévues au décret du 11 novembre 1929 susvisé.

ART. 4. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans les bureaux des Cercles de Dapango, de Mango et des P.T.T. de ces circonscriptions.

Fait à Lomé, le 4 mars 1957.

N. GRUNITZKY.

ARRETE N° 51/PM/MSP. du 4 mars 1957 déclarant les Cercles de Dapango et de Mango contaminés de Méningite Cérébro-Spinale.

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu l'arrêté ministériel (Colonies) du 7 janvier 1882, fixant la liste des maladies épidémiques dont la déclaration est obligatoire aux Colonies et le mode de déclaration à employer;

Vu l'arrêté du 11 août 1921, réglant le fonctionnement des services médicaux du Togo, ensemble tous arrêtés le modifiant et le complétant;

Vu le décret du 11 novembre 1929, relatif à la protection de la santé publique au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924, fixant le mode de promulgation des textes et la procédure d'application d'urgence;

Vu la lettre n° 265/DSP. du 4 mars 1957, du Directeur de la Santé Publique au Togo;

Sur la proposition du Ministre de la Santé Publique;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les Cercles de Dapango et de Mango sont déclarés contaminés de Méningite Cérébro-Spinale.

ART. 2. — Toutes communications entre les Cercles de Dapango et de Mango et les Cercles et Territoires limitrophes sont provisoirement interrompues, sauf en ce qui concerne l'acheminement du courrier postal.

ART. 3. — Nul ne pourra sortir des Cercles de Dapango et de Mango sans être muni d'un passeport sanitaire délivré dans les conditions réglementaires habituelles.

ART. 4. — Les villages contaminés seront plus particulièrement surveillés. Nul ne pourra en sortir sans être muni d'un passeport sanitaire.

ART. 5. — Les écoles ne seront pas licenciées, mais un dépistage médical rigoureux y sera effectué.

De même, un contrôle sanitaire efficace sera exercé sur les marchés et à l'occasion des cérémonies rituelles; qui resteront autorisés à l'intérieur des Cercles de Dapango et de Mango.

ART. 6. — Les contrevenants aux dispositions du présent arrêté seront passibles des pénalités prévues au décret du 11 novembre 1929.

ART. 7. — Vu l'urgence, le présent arrêté est déclaré immédiatement applicable dans les conditions fixées par le décret du 16 avril 1924 susvisé. Il sera affiché dans les lieux d'usage de la République Autonome du Togo, enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Lomé, le 4 mars 1957.

N. GRUNITZKY.

ARRETE N° 53 PM du 4 mars 1957 portant modification de la date d'application de l'arrêté n° 689-56/SD en ce qui concerne les importations de gas-oils destinés aux concessionnaires de services publics producteurs d'énergie électrique.

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu l'arrêté n° 689-56/SD. du 2 août 1956, rendant exécutoire la délibération n° 33/ATT. du 22 mai 1956 portant modification de la liste des matériels exonérés de la taxe forfaitaire représentative de la taxe sur les transactions à l'importation; en vertu de l'article 30, premier alinéa, de la délibération n° 44/ATT. du 25 novembre 1955;

Vu l'arrêté n° 578/TP. du 22 juin 1956 fixant la valeur des index entrant dans la formule de réajustement des tarifs de vente de l'énergie électrique pour le 2^e semestre 1956;

Vu le contrat du 11 juin 1931 entre la Société « l'Union Electrique Coloniale » et le Territoire du Togo pour la concession d'une distribution publique d'énergie électrique et ses avenants successifs;

Sur la proposition du Ministre des Travaux Publics, des Transports, des Mines, des Domaines, et des Transmissions;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Par mesure exceptionnelle, il est fait application, pour compter du 1^{er} janvier 1956; des dispositions de l'arrêté n° 689-56/SD. aux importations de gas-oils destinés aux concessionnaires de services publics producteurs d'énergie électrique.

Les quantités importées entre cette date et 2 août 1956, par l'Unelco sont estimées forfaitairement à 514.000 litres.

Fait à Lomé, le 4 mars 1957

N. GRUNITZKY

Par le Premier Ministre :

Le Ministre des Travaux Publics, des Transports, des Mines, des Domaines et des Transmissions,

Lubin CRISTOPHE TCHAKALOFF.

Le Ministre de l'Economie et du Plan,

Lubin CRISTOPHE TCHAKALOFF.

Le Ministre des Finances,

G. APÉDO-AMAH.

Le Ministre du Commerce et de l'Industrie,

P. SCHNEIDER.

ARRETE N° 55/PM du 11 mars 1957 abrogeant l'arrêté n° 802-55/F du 6 octobre 1955 fixant la liste limitative des fonctions donnant la qualité de Chef d'Administration ou de Service et accordant des avantages en matière de logement et d'ameublement au personnel remplissant ces fonctions; et l'arrêté n° 391/CFT du 30 avril 1956 l'ayant complété.

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu l'arrêté n° 802-55/F. du 6 octobre 1955 fixant la liste limitative des fonctions donnant la qualité de Chef d'Administration ou de Service et accordant des avantages en matière de logement et d'ameublement au personnel remplissant ces fonctions, ensemble l'arrêté n° 391/CFT. du 30 avril 1956 l'ayant complété;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont abrogés l'arrêté n° 802-55/F du 6 octobre 1955 fixant la liste limitative des fonctions donnant la qualité de Chef d'Administration ou de Service et accordant des avantages en matière de logement et d'ameublement au personnel remplissant ces fonctions, et l'arrêté n° 391/CFT du 30 avril 1956 l'ayant complété.

ART. 2. — Les avantages accordés à certains fonctionnaires en application des textes précités leur seront conservés, à titre exceptionnel, jusqu'à leur prochain départ en congé.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Lomé, le 11 mars 1957.

N. GRUNITZKY.

Par le Premier Ministre :

Le Ministre des Finances,

G. APÉDO-AMAH.

ADDITIF N° 62-PM/MIP, à l'arrêté n° 58-51/E du 18 janvier 1951.

L'article 1^{er} de l'arrêté n° 58-51/E du 18 janvier 1951 est complété ainsi qu'il suit :

Après : Moniteurs du Cadre Local . . . 90 francs

Ajouter : Moniteurs journaliers . . . 90 francs

Le reste sans changement.

Affaires courantes

Par arrêtés et décisions du Premier Ministre :
N° 56/PM du :

12 mars 1957. — Pendant l'absence du Ministre des Mines, des Travaux Publics, des Transports, de l'Economie et du Plan, chargé de mission à Paris, M. Fousséni Mama est chargé de l'expédition des affaires courantes du dit Ministère. Sa signature sera précédée de la mention :

« Pour le Ministre des Mines, des Travaux Publics, des Transports, de l'Economie et du Plan, absent, Le Ministre d'Etat chargé de l'expédition des Affaires courantes ».

Affectations

N° 205/D/PM-FR du :

4 mars 1957. — M. Vidalie Pierre, Contrôleur principal de 1^{re} classe des Douanes et Régies de l'Indochine, de retour de congé et arrivé à Lomé par le paquebot « Brazza » le 27 février 1957, est mis à la disposition du Ministre des Finances.

N° 208/D/PM-FR du :

5 mars 1957. — M. Daurel François, Administrateur en chef 3^e échelon de la France d'Outre-Mer, mis à la disposition du Premier Ministre de la République Autonome du Togo par la décision n° 51-D/PE du 26 février 1957 du Haut-Commissaire de la République Française, est mis à la disposition du Ministre des Travaux Publics, des Transports, des Mines, de l'Economie et du Plan.

N° 209/D/PM-FR du :

5 mars 1957. — M. Bessi Gabriel, Commis de 2^e classe 3^e échelon, du cadre supérieur des Services administratifs, financiers et comptables, en service

à Bassari, est mis à la disposition du Ministre d'Etat, chargé de l'Intérieur et des Postes et Télécommunications; à Lomé.

Engagements

N° 57/PM-CGC du :

12 mars 1957. — Sont engagés comme stagiaires dans la Garde Togolaise pour compter du 16 mars 1957 et affectés le dit jour au Centre d'Instruction de Lomé, les volontaires dont les noms suivent :

Dakou Bigono	Fousséni Ayéva
Palabé Damigou	Koffi Akligo Bénédictus
Atékpani Abodji	Lamboni Koissi
Tchapo Nicolas	Kogbalo Aholou
Biyao Simon	Bantakpa Emmanuel
Lifan N'Bikou	Laré Djindjangnou
Evalo Eko	Sossou Dissé Christian
Kokou Gazozo Kpadé	Taofiki Bida
Oussouman Moussa	Afambo Rigobert
Agossou Sossou Joseph	Aghénou Dissi Martin
Kpandja Samba	Kouassi Christophe
Wilson Adjévi Edmond	Kouassi Djossou Mathias
Amétépé Cyprien	Kassadina Gotoma
Kounda Brikama	Napo Kpanté
Arko Adjaou	Lakougnon Bitantourou
Kao Gabriel	Foli Gabriel Landjisso
Aboua Kéoula	Tchadré Touatré
Akouété Mathias	

Abougnima Théodore Koumada, en remplacement du garde 1^{er} Echelon Sogaré Djalié, licencié.

N° 220/D/PM-FP, du :

13 mars 1957. — M. Gatzaro Waka Jules est engagé en qualité d'agent permanent, 2^e catégorie, échelle B au salaire mensuel de 6.390 francs pour servir à la Subdivision de Kandé, en remplacement de Kourfangah, agent auxiliaire permanent, élu député à l'Assemblée Législative du Togo.

Le salaire de M. Gatzaro Waka sera imputé au budget général (chapitre 5 article 13).

La présente décision prendra effet pour compter du 1^{er} mars 1957.

N° 60/PM du :

14 mars 1957. — M. Paku Robert, titulaire du BEPC, est engagé pour compter du 1^{er} mars 1957 en qualité d'Instituteur Adjoint stagiaire, en remplacement numérique de M. Tokanou Pierre, Instituteur du Cadre Supérieur, décédé.

M. Paku Robert est affecté à Nuatja (Cercle d'Atakpamé).

Nominations

N° 35/D/PM-CFT du :

4 mars 1957. — M. Cognot André, chef de Dépôt de 3^e classe, Echelle 15 échelon 9 du Statut Général

des Régies Ferroviaires de la F.O.M. nouvellement détaché pour servir au Chemin de Fer de la République Autonome du Togo — mis à la disposition du Ministre des Travaux Publics, des Transports, des Mines, de l'Economie et du Plan suivant décision n° 113-D/PM/FP, du 5 février 1957 — est nommé Chef du Service du Matériel et de la Traction des Chemins de Fer du Togo, en remplacement de M. Cantara Louis, appelé à d'autres fonctions.

Il aura droit en cette qualité au bénéfice de la prime de gestion dans les conditions définies par les textes en vigueur.

N° 37/D/PM-FP, du :

8 mars 1957. M. Bruni Louis, Sous-Inspecteur du Cadre Général des Chemins de Fer de la France d'outre-mer, adjoint au Chef du Service de l'Exploitation, est désigné pour assurer l'intérim du Chef de ce Service, en remplacement de M. Boury Georges, Inspecteur Divisionnaire des Chemins de Fer du Togo en instance de départ en congé.

M. Bruni aura droit en cette qualité à la prime de gestion afférente à ce poste dans les conditions définies par les textes en vigueur.

La présente décision aura effet pour compter du 16 mars 1957.

N° 24/PM-FP, du :

13 mars 1957. — M. Daurel François, Administrateur en Chef 3^e échelon de la France d'outre-mer, Directeur du Service du Plan et de l'Economie, est délégué dans les fonctions d'Ordonnateur du Budget F.I.D.E.S. — Section Locale, à compter du 11 mars 1957.

N° 221/D/PM-FP, du :

13 mars 1957. — M. Agbo Victor, Commis d'Administration Adjoint de 4^e classe, en service à Nuatja (Cercle d'Atakpamé), est nommé agent spécial et dépositaire Comptable de la Subdivision Administrative de Tabligbo, (Cercle d'Anécho), en remplacement de M. Amouzou John, Commis des Services administratifs, financiers et comptables du Togo, appelé à d'autres fonctions.

Passages à l'échelon supérieur

N° 195 bis/D/PM-FP, du :

28 février 1957. — Est constaté parmi le personnel du cadre local des Agents d'Hygiène de la Santé Publique du Togo, le passage automatique à l'échelon supérieur de solde de M. Botchoé Bernard, Agent d'Hygiène ordinaire 1^{er} échelon, qui passe Agent d'Hygiène ordinaire 2^e échelon, pour compter du 1^{er} avril 1957.

N° 207/D/PM-FP, du :

4 mars 1957. — Est constaté parmi le personnel du cadre local des infirmiers et infirmières du Togo, le passage automatique à l'échelon supérieur de solde de :

- M.M. Domingo Joseph, Infirmier principal, 2^e échelon, qui passe infirmier principal, 3^e échelon, pour compter du 1^{er} avril 1956.
- Agbéloukpé Lucas, Infirmier principal, 2^e échelon, qui passe infirmier principal, 3^e échelon, pour compter du 1^{er} novembre 1956.
- Anani Christophe, Infirmier principal, 2^e échelon, qui passe infirmier principal, 3^e échelon, pour compter du 1^{er} novembre 1956.
- Massougboji Bernard, Infirmier principal, 2^e échelon, qui passe infirmier principal, 3^e échelon, pour compter du 1^{er} novembre 1956.
- Edorh Emmanuel, Infirmier principal, 2^e échelon, qui passe infirmier principal, 3^e échelon, pour compter du 1^{er} novembre 1956.
- Mme. Koukoui, née Lampoh Régina, Infirmière principale, 2^e échelon, qui passe infirmière principale, 3^e échelon, pour compter du 1^{er} novembre 1956.
- M.M. Gbikpi Samuel, Infirmier principal, 2^e échelon, qui passe infirmier principal, 3^e échelon, pour compter du 1^{er} janvier 1957.
- Moutin Henri Albert, Infirmier principal, 2^e échelon, qui passe infirmier principal, 3^e échelon, pour compter du 1^{er} janvier 1957.
- Ahoyé Aquéréburu Léonard, Infirmier principal, 1^{er} échelon, qui passe infirmier principal, 2^e échelon, pour compter du 1^{er} novembre 1956.
- Mme. Blanck Martine, Infirmière principale, 1^{er} échelon, qui passe infirmière principale, 2^e échelon, pour compter du 1^{er} novembre 1956.
- M. Lawson Daniel, Infirmier principal, 1^{er} échelon, qui passe infirmier principal, 2^e échelon, pour compter du 1^{er} novembre 1956.
- Mme. Hukportie, née Akouétey Rose, Infirmière principale, 1^{er} échelon, qui passe infirmière principale, 2^e échelon, pour compter du 1^{er} novembre 1956.
- M.M. Mensah Albert, Infirmier principal, 1^{er} échelon, qui passe infirmier principal, 2^e échelon, pour compter du 1^{er} avril 1957.
- Liebl Jean, Infirmier ordinaire, 1^{er} échelon, qui passe infirmier ordinaire, 2^e échelon, pour compter du 1^{er} avril 1957.
- Abaya Mensah René, Infirmier adjoint, 3^e échelon, qui passe infirmier adjoint, 4^e échelon, pour compter du 1^{er} novembre 1956.
- Mme. Kouessan Josephine, Infirmière adjointe, 3^e échelon, qui passe infirmière adjointe, 4^e échelon, pour compter du 1^{er} février 1957.

- M.M. Kouvahé Folly Joseph, Infirmier adjoint, 3^e échelon, qui passe infirmier adjoint, 4^e échelon, pour compter du 1^{er} février 1957.
- Lawson Latévi Ernile, Infirmier adjoint, 3^e échelon, qui passe infirmier adjoint, 4^e échelon, pour compter du 1^{er} mars 1957. (tout RSM épuisé)
- Anifrani Japhet, Infirmier adjoint, 3^e échelon, qui passe infirmier adjoint 4^e échelon, pour compter du 1^{er} mai 1957.
- Nouwossan Lucien, Infirmier adjoint, 3^e échelon, qui passe infirmier adjoint, 4^e échelon, pour compter du 1^{er} mai 1957.
- Kouvahé Marc, Infirmier adjoint, 3^e échelon, qui passe infirmier adjoint, 4^e échelon, pour compter du 1^{er} mai 1957.
- Adjétey Akovi Franklin, Infirmier adjoint, 3^e échelon, qui passe infirmier adjoint, 4^e échelon, pour compter du 1^{er} mai 1957.
- Kéléou Kantanga, Infirmier adjoint, 3^e échelon, qui passe infirmier adjoint, 4^e échelon, pour compter du 1^{er} mai 1957.
- Kparou Polo André Marie, Infirmier adjoint, 3^e échelon, qui passe pour infirmier adjoint, 4^e échelon, pour compter du 1^{er} mai 1957.
- Aissah Michel, Infirmier adjoint, 3^e échelon, qui passe infirmier adjoint, 4^e échelon, pour compter du 1^{er} mai 1957.
- Atouga Massa Jacques, Infirmier adjoint, 3^e échelon, qui passe infirmier adjoint 4^e échelon, pour compter du 1^{er} mai 1957.

La présente décision aura effet pour compter des dates indiquées ci-dessus, tant au point de vue de la solde que de l'ancienneté.

N° 61/PM du :

14 mars 1957. — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 697/IA du 6 août 1956 constatant le passage du 3^e au 4^e échelon du Cadre des Professeurs certifiés licenciés de Mme. Morand, née Fichoux Marie.

Est constaté, pour compter du 1^{er} avril 1955, le passage du 3^e au 4^e échelon du grade de professeur certifiée licenciée de Mme. Morand, née Fichoux Marie, professeur certifiée licenciée du 3^e échelon du Cadre local supérieur de l'Enseignement du Second Degré du Togo.

N° 227/D/PM-FP, du :

18 mars 1957. — Est constaté parmi le personnel du cadre local des Agents de police du Togo, le passage automatique à l'échelon supérieur de solde de :

- M.M. Mekoun Loco Adrien, Brigadier, 1^{er} échelon, qui passe Brigadier 2^e échelon, pour compter du 15 mai 1956.
- Batcholé Alfa, Brigadier, 1^{er} échelon, qui passe Brigadier 2^e échelon, pour compter du 15 mai 1956.

M.M. Gbadoé Folly Michel, Brigadier, 1^{er} échelon, qui passe Brigadier 2^e échelon, pour compter du 15 août 1956.

Lawson Messanvi François, Brigadier, 1^{er} échelon, qui passe Brigadier, 2^e échelon, pour compter du 15 août 1956.

Quenum Codjo Djihoulané, Brigadier, 1^{er} échelon, qui passe Brigadier, 2^e échelon, pour compter du 15 août 1956.

Fadonougbo Gabriel, Brigadier, 1^{er} échelon, qui passe Brigadier, 2^e échelon, pour compter du 2 septembre 1956 (RSM épuisé).

Ameganvi Jean, Brigadier, 1^{er} échelon, qui passe Brigadier, 2^e échelon, pour compter du 3 novembre 1956 (RSM épuisé).

Katia Atama Simon, Brigadier, 1^{er} échelon, qui passe Brigadier, 2^e échelon, pour compter du 15 novembre 1956.

Toboun Tognon, Brigadier, 1^{er} échelon, qui passe Brigadier, 2^e échelon, pour compter du 15 novembre 1956.

Sénouvo Jacques, Brigadier, 1^{er} échelon, qui passe Brigadier, 2^e échelon, pour compter du 15 novembre 1956.

Mahinou Robert, Brigadier, 1^{er} échelon, qui passe Brigadier, 2^e échelon, pour compter du 18 novembre 1956 (RSM épuisé).

Zinsou Dantin Bernard, Brigadier, 1^{er} échelon, qui passe Brigadier, 2^e échelon, pour compter du 15 février 1957.

Kégbalo Jean, Brigadier, 1^{er} échelon, qui passe Brigadier, 2^e échelon, pour compter du 15 février 1957.

Hodanou Benoît, Brigadier, 1^{er} échelon, qui passe Brigadier, 2^e échelon, pour compter du 15 février 1957.

Koro Basile, Brigadier, 1^{er} échelon, qui passe Brigadier, 2^e échelon, pour compter du 15 février 1957.

Amegnon Lanzoh David, Brigadier, 1^{er} échelon, qui passe Brigadier, 2^e échelon, pour compter du 15 février 1957.

d'Almeida Kouassi Pierre, Brigadier, 1^{er} échelon, qui passe Brigadier 2^e échelon, pour compter du 15 février 1957.

Tométy Emmanuel, Brigadier, 1^{er} échelon, qui passe Brigadier 2^e échelon pour compter du 23 mars 1957 (RSM épuisé).

Zinwota Michel, Brigadier, 1^{er} échelon, qui passe Brigadier 2^e échelon, pour compter du 1^{er} avril 1957.

Salou Moutarou Bénédicteus, Brigadier, 1^{er} échelon, qui passe Brigadier, 2^e échelon, pour compter du 22 avril 1957 (RSM épuisé).

M.M. Nondoh Etienne, Brigadier, 1^{er} échelon, qui passe Brigadier 2^e échelon, pour compter du 15 mai 1957.

Djafalo Gabriel, Brigadier, 1^{er} échelon, qui passe Brigadier, 2^e échelon, pour compter du 15 mai 1957.

Logobina Etienne, Agent de police, 1^{er} échelon, qui passe Agent de police, 2^e échelon, pour compter du 15 juillet 1956.

Houngké Maigan, Agent de police, 1^{er} échelon, qui passe Agent de police, 2^e échelon, pour compter du 15 juillet 1956.

Roland Robert, Agent de police, 1^{er} échelon, qui passe Agent de police, 2^e échelon, pour compter du 1^{er} février 1957.

Sossou Kodjo Yama, Agent de police, 1^{er} échelon, qui passe Agent de police, 2^e échelon, pour compter du 1^{er} avril 1957.

Ganfou Sossou, Agent de police, 1^{er} échelon, qui passe Agent de police, 2^e échelon, pour compter du 1^{er} avril 1957.

Kpokou Comlanvi Faustin, Agent de police, 1^{er} échelon, qui passe Agent de police, 2^e échelon, pour compter du 1^{er} avril 1957.

Mitokpé Dossa Toussaint, Agent de police, 1^{er} échelon, qui passe Agent de police, 2^e échelon, pour compter du 1^{er} avril 1957.

Abatan Dominique, Agent de police, 1^{er} échelon, qui passe Agent de police, 2^e échelon, pour compter du 1^{er} avril 1957.

La présente décision aura effet pour compter des dates ci-dessus indiquées, tant au point de vue de la solde que de l'ancienneté.

N^o 228/D/PM-FP du :

18 mars 1957. — Est constaté parmi le personnel du cadre local des gardes frontières du Togo, le passage automatique à l'échelon supérieur de solde de :

M.M. Hounandjaï François, Sergent, 1^{er} échelon, qui passe Sergent, 2^e échelon, pour compter du 1^{er} avril 1956 (R.S.M. épuisé).

Migan Zinsou, Sergent, 1^{er} échelon, qui passe Sergent, 2^e échelon, pour compter du 24 août 1956 (R.S.M. épuisé).

Tétékpli Jean, Sergent, 1^{er} échelon, qui passe Sergent, 2^e échelon, pour compter du 6 décembre 1956 (R.S.M. épuisé).

Allassane Méléto, Sergent, 1^{er} échelon, qui passe Sergent, 2^e échelon, pour compter du 10 décembre 1956 (R.S.M. épuisé).

Messanvi Francisco, Sergent, 1^{er} échelon, qui passe Sergent, 2^e échelon, pour compter du 1^{er} janvier 1957.

Gnidoté Saossi, Sergent, 1^{er} échelon, qui passe Sergent, 2^e échelon, pour compter du 1^{er} janvier 1957.

Chabi Epado, Sergent, 1^{er} échelon, qui passe Sergent, 2^e échelon, pour compter du 1^{er} janvier 1957.

Homenou Jean, Sergent, 1^{er} échelon, qui passe Sergent, 2^e échelon, pour compter du 15 février 1957.

Sanla Tambati, Sergent, 1^{er} échelon, qui passe Sergent, 2^e échelon, pour compter du 1^{er} avril 1957 (R.S.M. épuisé).

Amessinou Maurice, Sergent, 1^{er} échelon, qui passe Sergent, 2^e échelon, pour compter du 2 avril 1957 (R.S.M. épuisé).

Azondjélé Pierre, Caporal, 1^{er} échelon, qui passe Caporal, 2^e échelon, pour compter du 15 mai 1956 (R.S.M. épuisé).

Koussougbo John, Caporal, 1^{er} échelon, qui passe Caporal, 2^e échelon, pour compter du 15 août 1956.

Assiogbon Just Frumens, Caporal, 1^{er} échelon, qui passe Caporal, 2^e échelon, pour compter du 15 novembre 1956.

Yabougouligna Lebne, Caporal, 1^{er} échelon, qui passe Caporal, 2^e échelon, pour compter du 15 février 1957.

Dovi Jacob, Caporal, 1^{er} échelon, qui passe Caporal, 2^e échelon, pour compter du 15 février 1957.

Assouva Assoumeto, Caporal, 1^{er} échelon, qui passe Caporal, 2^e échelon, pour compter du 15 février 1957.

Madjanta Yoyo, Caporal, 1^{er} échelon, qui passe Caporal, 2^e échelon, pour compter du 15 février 1957.

Boukari Indabli, Caporal, 1^{er} échelon, qui passe Caporal, 2^e échelon, pour compter du 15 mai 1957.

Koriko Salifou, Caporal, 1^{er} échelon, qui passe Caporal, 2^e échelon, pour compter du 15 mai 1957.

Béligna Konkomba, Caporal, 1^{er} échelon, qui passe Caporal, 2^e échelon, pour compter du 15 mai 1957.

Mama Kondo, Caporal, 1^{er} échelon, qui passe Caporal, 2^e échelon, pour compter du 15 mai 1957.

Kouassi Pascal, Caporal, 1^{er} échelon, qui passe Caporal, 2^e échelon, pour compter du 15 mai 1957.

Amagli Richard, Garde frontière, 1^{er} échelon, qui passe Garde frontière 2^e échelon, pour compter du 15 juin 1956 (conserve 3 ans R.S.M.)

Zaménou Antoine, Garde frontière 1^{er} échelon, qui passe Garde frontière, 2^e échelon, pour compter du 15 juin 1956.

Dossavi Tahoua, Garde frontière 1^{er} échelon, qui passe Garde frontière, 2^e échelon, pour compter du 1^{er} juillet 1956.

Denkey James, Garde frontière 1^{er} échelon, qui passe Garde frontière 2^e échelon, pour compter du 1^{er} juillet 1956.

Dadzie Emmanuel, Garde frontière, 1^{er} échelon, qui passe Garde frontière 2^e échelon, pour compter du 1^{er} juillet 1956.

Djato Kouassi, Garde frontière, 1^{er} échelon, qui passe Garde frontière 2^e échelon, pour compter du 1^{er} juillet 1956.

Doussimé Daniel, Garde frontière, 1^{er} échelon, qui passe Garde frontière 2^e échelon, pour compter du 1^{er} juillet 1956 (conserve 3 ans 8 mois 27 jours R.S.M.)

Akakpo Sossou Michel, Garde frontière, 1^{er} échelon, qui passe Garde frontière 2^e échelon, pour compter du 1^{er} juillet 1956.

Dovi Kouassi Alfred, Garde frontière 1^{er} échelon, qui passe Garde frontière 2^e échelon, pour compter du 1^{er} juillet 1956.

Sossa Hessou, Garde frontière 1^{er} échelon, qui passe Garde frontière 2^e échelon, pour compter du 1^{er} juillet 1956.

Zangbé Jean-Pierre, Garde frontière 1^{er} échelon, qui passe Garde frontière 2^e échelon, pour compter du 1^{er} juillet 1956.

Ghangbéni Douti, Garde frontière 1^{er} échelon, qui passe Garde frontière 2^e échelon, pour compter du 1^{er} juillet 1956.

Kombati Momprien, Garde frontière 1^{er} échelon, qui passe Garde frontière 2^e échelon, pour compter du 1^{er} juillet 1956.

Missodey Philippe, Garde frontière 1^{er} échelon, qui passe Garde frontière 2^e échelon, pour compter du 1^{er} novembre 1956.

La présente décision aura effet pour compter des dates ci-dessus indiquées, tant au point de vue de la solde que de l'ancienneté.

Solde

N° 23/PM-FR du :

9 mars 1957. — La liste des instituteurs du Cadre Local Supérieur et du Cadre Local dit Supérieur enseignant dans les Ecoles Annexes ou d'Application dans le Second degré ou l'Enseignement technique et détachés dans les services académiques, bénéficiaires de l'article 2, Annexe II de l'arrêté n° 220-56/LA du 8 mars 1956 est arrêtée comme suit pour l'année scolaire 1956-1957 :

1^o — INSTITUTEURS DU CADRE LOCAL SUPÉRIEUR

Nom et Prénoms	Grade au 1-10-56	Affectation	Date d'effet
<i>Ayant moins de trois ans d'ancienneté dans les postes énumérés ci-dessus</i>			
Estournes Lucienne	Instce. de 3 ^e cl.	Lycée de Lomé	15.10.56
Spira Janine	Instce. de 5 ^e cl.	Lycée de Lomé	15.10.56
Ekue Martin	Inst. de 4 ^e cl.	Direction Enseigt.	1. 1.57
Jamais Yvonne	Instce Stagiaire	E. N. Atakpamé	15.10.56
Tokanou Pierre (1)	Inst. Stagiaire	E. Applic. Atakpamé	5.11.56

Ayant de trois à six ans d'exercice dans les postes énumérés ci-dessus

Félix-Naix Léa	Instce. de 4 ^e cl.	Lycée de Lomé	15.10.56
Lagarde Bernard	Inst. de 4 ^e cl.	Direction Enseigt.	15.10.56
Badjou Pierre	Inst. de 6 ^e cl.	E. N. Atakpamé	15.10.56
Courrieu Georgette	Instce. de 3 ^e cl.	Collège de Sokodé	15.10.56

Ayant de six à neuf ans d'exercice dans les postes énumérés ci-dessus

Boitelle Edith	Instce. de 5 ^e cl.	Lycée de Lomé	15.10.56
Monat Paulette	Instce. de 3 ^e cl.	E. N. Atakpamé	15.10.56

Ayant plus de douze ans d'exercice dans les postes énumérés ci-dessus

Vianou Benjamin	Inst. de 2 ^e cl.	Collège de Sokodé	15.10.56
-----------------	-----------------------------	-------------------	----------

2^o — INSTITUTEURS DU CADRE LOCAL DIT SUPÉRIEUR*Ayant moins de trois ans d'ancienneté dans les postes énumérés ci-dessus*

Koussougbo François	Inst Adjt. de 2 ^e cl.	E. Applic. Atakpamé	15.10.56
Moreira Benoît	Inst. Ord. de 2 ^e cl.	E. Applic. Atakpamé	15.10.56
Géraldo Nassirou	Inst. Adjt. de 1 ^{re} cl.	Direction Enseigt. (I.P. Sud)	1.11.56
Assionghon Pierre	Inst. Adjt. Stagiaire	E. Applic. Atakpamé	5.11.56
Têko Folly Laurent	Inst. Adjt. de 6 ^e cl.	E. Applic. Atakpamé	5.11.56
Aithnard Etienne	Inst. Adjt. de 4 ^e cl.	Direction Enseigt. (I.P. Nord)	5.11.56
Akpama Habel	Inst. Adjt. de 5 ^e cl.	E. Applic. Atakpamé	15.10.56

Ayant de trois à six ans d'exercice dans les postes énumérés ci-dessus

Agbodjan Prince Alex	Inst. Adjt. de 5 ^e cl.	E. Applic. Atakpamé	15.10.56
----------------------	-----------------------------------	---------------------	----------

(1) décédé le 9-2-1957

AllocationN^o 59/PM/MA/EF du :

13 mars 1957. — Une allocation mensuelle d'un montant de 18.000 frs. est accordée pour l'année scolaire 1956-1957 à M. Agbekodo Adolphe, élève

à l'Ecole Forestière de l'A.O.F. au Banco (Côte d'Ivoire).

La dépense résultant du paiement de cette allocation sera imputée :

a) Exercice 1956 : Budget Local, Chapitre 15, Article 7 paragraphe I.

b) Exercice 1957 : Sur les crédits ouverts par la loi de Finances, Chapitre 15; Art. 7; paragraphe 1.
Le présent arrêté aura effet pour compter du 15 novembre 1956.

Exercice en pratique privée de la médecine

N° 54/PM/MSP du :

6 mars 1957. — L'autorisation d'exercer en pratique privée est accordée au Médecin Commandant Chagnoux, Chirurgien et Médecin-Chef de l'Hôpital de Lomé.

MINISTERE D'ETAT, DE L'INTERIEUR ET DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

ARRETE N° 21 /INT/PTT. du 20 février 1957 portant rectification à l'arrêté n° 3-MTP/PTT. du 4 janvier 1957.

Le Ministre d'Etat, chargé de l'Intérieur et des Postes et Télécommunications,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des territoires de la France d'outre-mer et l'ensemble des actes qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté n° 541-50/PTT. du 10 juillet 1950 rendant exécutoire la délibération n° 9-50 du 15 avril 1950 de l'Assemblée Représentative Togolaise fixant la quote part territoriale revenant au Togo pour Service des colis postaux;

Vu l'arrêté n° 42-53/PTT. du 15 juin 1953 portant modification des taxes principales et accessoires des colis postaux du régime de l'Union Française, ensemble l'arrêté n° 881-53/PP. du 10 décembre 1953 qui l'a modifié;

Vu la lettre n° 6-A/2/1709/B.620 du 7 décembre 1956 du Secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones du Gouvernement de la République Française;

Vu l'arrêté n° 3/MTP/PTT. du 4 janvier 1957 portant modification des taxes accessoires afférentes aux colis postaux du régime de l'Union Française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le deuxième alinéa de l'article 1^{er} de l'arrêté n° 3-MTP/PTT du 4 janvier 1957 est modifié comme suit :

Au lieu de :

« III — **Droit de emballage** (Ce droit ne s'applique pas aux colis expédiés de la France Continentale à destination de la Corse) 80 francs »

Lire :

« III — **Droit de emballage** (Ce droit ne s'applique pas aux colis expédiés de la France Continentale à destination de la Corse) 57 francs »

Le reste sans changement.

ART. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 20 février 1957

F. MAMA.

ARRETE N° 24/INT/PTT. du 1^{er} mars 1957 portant ouverture d'une Agence Postale à Sotouboa (Cercle de Sokodé).

Le Ministre d'Etat, chargé de l'Intérieur et des Postes et Télécommunications,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu l'arrêté n° 1 du 18 septembre 1956 du Premier Ministre de la République Autonome du Togo portant nomination des membres du Conseil des Ministres;

Sur le rapport du Chef du Service des Postes et Télécommunications du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Pour compter du 1^{er} avril 1957, il est ouvert à Sotouboa (Cercle de Sokodé) une Agence Postale dont la gérance est assurée gratuitement par le Directeur de la Ferme Expérimentale de Sotouboa.

ART. 2. — Le Directeur de la Ferme Expérimentale de Sotouboa prêtera le serment professionnel dans les formes réglementaires auprès du Gérant des P.T.T. de Sokodé.

ART. 3. — L'Agence Postale de Sotouboa participera aux opérations suivantes :

- Echange de la correspondance postale ordinaire et recommandée (tous régimes)
- Vente de timbres-poste
- Echange de la correspondance télégraphique officielle et privée (tous régimes)
- Echange de la correspondance téléphonique officielle et privée (tous régimes).

ART. 4. — Les taxes perçues par le gérant de l'Agence postale de Sotouboa seront versées à la fin de chaque mois au gérant des P.T.T. à Sokodé qui les incorporera dans ses propres écritures.

ART. 5. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 1^{er} mars 1957.

F. MAMA.

Mutations-Affectations

Par arrêtés et décisions du Ministre d'Etat, chargé de l'Intérieur et des Postes et Télécommunications :

N° 6/INT/PTT du :

26 février 1957. — M. Gavo Emile, Agent journalier permanent 3^e catégorie, Echelle B., est affecté au bureau de Palimé en complément d'effectif.

La présente décision aura effet pour compter du 1^{er} mars 1957.

N° 28/INT/PTT du :

4 mars 1957. — M. Edoah André, Commis adjoint de 5^e classe du cadre local des Transmissions en

Service à Lomé, est nommé Gérant du bureau de Postes de Blitta, en remplacement de M. Missihoun Alfred qui reçoit une autre affectation.

M. Missihoun Alfred, Commis adjoint de 4^e classe du cadre local des Transmissions, Gérant du Bureau de Postes de Blitta, est affecté à la Recette Principale de Lomé.

M. Adamé Halilou, commis adjoint de 5^e classe du cadre local des Transmissions en service à Sokodé, est affecté à la Recette Principale de Lomé, en remplacement de M. Wilson Jean qui reçoit une autre affectation.

M. Wilson Jean, Commis adjoint de 6^e classe du cadre local des Transmissions en service à Lomé, est affecté au bureau de Postes de Sokodé.

M. Bedi Ohounou, Commis adjoint de 4^e classe du cadre local des Transmissions en service à Dapango, est affecté à la Recette Principale de Lomé, en remplacement de M. Afoutou Stéphane qui reçoit une autre affectation.

M. Afoutou Stéphane, Commis stagiaire du cadre local des Transmissions en service à Lomé R.P., est affecté au bureau de Postes de Dapango.

M. Sassou Emmanuel, Commis adjoint de 5^e classe du cadre local des Transmissions en service à la Recette Principale de Lomé, est affecté au bureau de Postes de Palimé, en remplacement de M. Aziabou Laurent qui reçoit une autre affectation.

M. Aziabou Laurent, Commis d'administration adjoint de 3^e classe en service au bureau de Postes de Palimé, est affecté à la Recette Principale de Lomé.

M. Apédjihoun Christophe, Agent journalier permanent 3^e catégorie échelle A en service à Anécho, est affecté à Lomé B.C.T.R., en remplacement de M. Koudoyor Ayéou Emmanuel qui reçoit une autre affectation.

M. Koudoyor Ayéou Emmanuel, Agent journalier permanent de 2^e catégorie échelle A en service à Lomé B.C.T.R., est affecté au bureau de Postes d'Anécho.

M. Galokpo Bernard, Commis adjoint de 2^e classe du cadre local des Transmissions en service à Mango, est affecté à Lomé B.C.T.R., en remplacement de M. Ocloo Bénédictus qui reçoit une autre affectation.

M. Ocloo Bénédictus, Commis adjoint de 6^e classe du cadre local des Transmissions en service à Lomé, est affecté au bureau de Postes de Mango.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 16 mars 1957.

N° 29/INT/PTT. du :

6 mars 1957. — Kuwonou Ebon-Ezer, Commis stagiaire du Cadre Local des Transmissions, en service à Anécho, est affecté au bureau de Postes de Mango, en remplacement de M. Georges Matthia qui reçoit une autre affectation.

M. Georges Matthia, Agent journalier permanent 3^e catégorie Echelle A du Service des Postes et Télécommunications en service à Mango, est affecté à Lomé R.P. en renforcement d'effectif.

M. Pierre Amevor, Agent d'exploitation de 2^e classe 3^e échelon de retour de congé administratif et précédemment en service à Lomé R.P., est nommé Gérant du bureau de Postes de Lama-Kara, en remplacement de M. Ramanou Adolphe en instance de départ en congé.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 16 mars 1957 en ce qui concerne MM. Kuwonou Ebon-Ezer et Matthia Georges et pour compter du 1^{er} avril 1957 en ce qui concerne M. Amevor Pierre.

N° 30/INT/PT du :

7 mars 1957. — M. Fumey Gabriel, Inspecteur principal de 2^e classe du Cadre Supérieur de la Police, rentrant de congé administratif, est nommé Commissaire de Police de la ville de Palimé, en remplacement de M. Akpokli Charles, Commissaire de 3^e classe, 2^e échelon.

M. Akpokli Charles, Commissaire de Police de 3^e classe, 2^e échelon, en service à Palimé, est nommé Commissaire de Police de la ville d'Anécho, en remplacement de M. Dossouvi André, Inspecteur de 3^e classe, 2^e échelon en instance de départ en congé administratif.

Le présent arrêté prendra effet pour compter du 15 mars 1957.

Licenciements-Engagements

N° 9/INT/PT du :

5 mars 1957. — M. Gabriel Médessi est révoqué de ses fonctions de Secrétaire du Chef de Canton de Gamé.

M. Koussi Grégoire est agréé en qualité de Secrétaire du Chef de Canton de Gamé, en remplacement de M. Gabriel Médessi licencié. Il aura droit à une indemnité mensuelle de 4.000 francs.

La présente décision aura effet pour compter du 1^{er} février 1957.

N° 10/INT/PT du :

15 mars 1957. — Le nommé Joseph Allouya, Secrétaire du Chef de canton de Bohou, est licencié de son emploi pour faute grave, pour compter du 1^{er} mars 1957.

Le nommé Louis Akpéti est engagé en qualité de Secrétaire du Chef de canton de Bohou, en remplacement de M. Joseph Allouya licencié de son emploi, pour compter du 1^{er} mars 1957. Il percevra une indemnité annuelle de 30.000 francs imputable au Budget Local.

N° 11/INT/PT du :

16 mars 1957. — M. Allikossie Emmanuel, Agent journalier permanent 2^e catégorie Echelle A du Service des Postes et Télécommunications, en service à Lomé R.P., est licencié de son emploi pour faute grave de service.

La présente décision aura effet pour compter du 2 février 1957.

Désignation de Chef de canton

N° 23/INT/PT du :

28 février 1957. — Est reconnue la désignation effectuée conformément à la coutume et par voie élective, de M. Gbengbertane Namoune en qualité de Chef de canton de Bohou, en remplacement de l'ancien Chef Gbengbertane, décédé.

L'indemnité annuelle de fonctions attribuée à M. Gbengbertane Namoune est fixée à 51.600 francs.

La dépense est imputable au Budget Local.

Le présent arrêté prendra effet pour compter du 1^{er} février 1957.

Interdiction de séjour

N° 25/INT/PT du :

2 mars 1957. — Le séjour dans toute l'étendue de la République Autonome du Togo est interdit pendant une durée de cinq ans pour compter du 14 février 1957 au nommé Sotondji Hounlondji dit « Akomahin » né vers 1923 à Athiémé (Dahomey) de Sotondji et de Yakini, célibataire sans enfant, réparateur de bicyclettes, demeurant à Athiémé, condamné à quatre ans d'emprisonnement le 30 mars 1955 par le Tribunal Correctionnel de Lomé — (peine ramenée, sur appel, à deux ans d'emprisonnement et cinq ans d'interdiction de séjour par arrêt de la Cour d'appel d'Abidjan en date du 1^{er} août 1955) — F.D. 11.111/22.222 — 16-10.11.

6

Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées conformément aux dispositions de l'article 45 du Code Pénal.

N° 31/INT/PT du :

9 mars 1957. — Le séjour dans toute l'étendue de la République Autonome du Togo est interdit pendant une durée de dix ans :

1°) — pour compter du 19 mai 1957 au nommé Quenum Ayina Mahinou, âgé de 35 environ, né à Ouidah (Dahomey) de feu Quenum Ayina et de Tokpassé, illettré, condamné 1°) à sept ans de travaux forcés et à dix ans d'interdiction de séjour pour vol, avec effraction par Tribunal Correctionnel de Lomé en vertu du jugement du 6 octobre 1942; 2°) à quatre ans d'emprisonnement et à cinq ans d'interdiction de séjour pour vol par jugement en date du 29 mars 1950 du Tribunal Correctionnel de Lomé. — F.D. 11.111/21.222;

2°) — pour compter du 1^{er} mai 1957 au nommé Moumouni Zambérama, âgé de 30 ans environ, né à Dosso (Niger) demeurant à Agbozoumé (Gold-Coast), fils de Ganatché et de Satou, célibataire sans enfant, condamné à cinq ans d'emprisonnement et dix ans d'interdiction de séjour pour vol et blessures volontaires par jugement en date du 29 avril

1953 du Tribunal Correctionnel de Lomé — F.D. 11.111/22.522.

Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées conformément aux dispositions de l'article 45 du Code Pénal.

MINISTÈRE DES FINANCES

Affectations

Par arrêtés et décisions du Ministre des Finances :
N° 18/MF du :

6 mars 1957. — M. Vidalie Pierre, Contrôleur principal de 1^{re} classe des Douanes et Régies de l'Indochine est mis à la disposition du Chef du Service des Douanes.

Pensions

N° 22/MF du :

12 mars 1957. — Une pension proportionnelle est attribuée sur les fonds de la Caisse Locale de Retraites du Togo à l'ex-Ecrivain Principal de 2^e classe Messan Nouchet Augustin, du Cadre Local des Chemins de Fer du Togo (indice 360, pourcentage 34 %).

Le montant annuel de cette pension est fixé à Cinquante et un mille francs africains (51.000 frs.) pour compter du 1^{er} février 1957.

Par application des dispositions de l'article 13 paragraphe II-b) du décret du 29 mars 1954, le pourcentage du minimum vital est fixé à 68%.

Le montant annuel du minimum garanti prévu à l'article 1^{er} du décret du 30 mars 1955 est de Trente quatre mille cinq cent quarante quatre francs africains (34.544 frs.) pour compter du 1^{er} février 1957.

N° 23/MF du :

12 mars 1957. — Une pension pour ancienneté de service est attribuée sur les fonds de la Caisse Locale de Retraites du Togo à l'ex-Commis d'administration principal de 1^{re} classe Sant'Anna Fauslin, du cadre Local du Togo (indice 530, pourcentage 60%).

Le montant annuel de cette pension est fixé à Cent trente huit mille trois cents francs africains (138.300 frs.) pour compter du 1^{er} février 1957.

N° 24/MF du :

12 mars 1957. — Est abrogé l'arrêté n° 341-56/F du 19 avril 1956 portant attribution de pensions d'orphelins.

Il est accordé sur les fonds de la Caisse Locale de Retraites du Togo à Mme. veuve Agbodo Atessi (née Adjignon) femme de l'ex-Ouvrier Principal hors classe des C.F.T. Agbodo Sedjro Michel (indice 410; pourcentage 45%), décédé à Lomé le 20 juillet 1955, une pension au taux annuel de :

34.876 francs CFA. pour compter du 1^{er} août 1955

36.000 francs CFA pour compter du 1^{er} octobre 1955

38.700 francs CFA pour compter du 1^{er} avril 1956.

Conformément à l'article 23 paragraphe VI du décret du 29 mars 1954, il est attribué sur les fonds de la Caisse Locale de Retraites du Togo à chacun des orphelins dénommés ci-après :

Agbodo Sedjro Akossiwoa Martine née le 10 décembre 1937

Agbodo Sedjro Agossou né le 2 mai 1946

Agbodo Sedjro Agossi née le 2 mai 1946,
une pension temporaire fixé à :

6.976 francs CFA l'an pour compter du 1^{er} août 1955

7.200 francs CFA l'an pour compter du 1^{er} octobre 1955

7.740 francs CFA l'an pour compter du 1^{er} avril 1956.

Par application des dispositions de l'article 13 paragraphe II-b) du décret du 29 mars 1954, le pourcentage du minimum vital du père des orphelins est fixé à 90 %.

Le montant du minimum garanti prévu à l'article 1^{er} du décret du 30 mars 1955 est fixé comme suit :

1^o) Pour l'Agent décédé :

38.252 francs CFA l'an pour compter du 1^{er} août 1955

40.952 francs CFA l'an pour compter du 1^{er} octobre 1955

45.720 francs CFA l'an pour compter du 1^{er} avril 1956.

2^o) Pour la veuve :

19.128 francs CFA l'an pour compter du 1^{er} août 1955

20.476 francs CFA l'an pour compter du 1^{er} octobre 1955

22.860 francs CFA l'an pour compter du 1^{er} avril 1956.

3^o) Pour chacun des orphelins :

3.828 francs CFA l'an pour compter du 1^{er} août 1955

4.096 francs CFA l'an pour compter du 1^{er} octobre 1955

4.572 francs CFA l'an pour compter du 1^{er} avril 1956.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans; les pensions temporaires d'orphelins susvisées, non susceptibles d'être comparées aux avantages familiaux, seront versées entre les mains de M. Agbodo Daniel, Commis en service à la Direction des Finances (Section du Matériel) chargé de la tutelle des orphelins et de l'administration des biens du de cujus.

N^o 25/MF du :

12 mars 1957. — Il est attribué sur les fonds de la Caisse Locale de Retraites du Togo à Mme. veuve Koudaouh Agbowougbe (née Akakpo) femme de l'ex-Ouvrier Principal hors classe des CFT, depuis moins

de 6 mois, Ouvrier Principal de 1^{re} classe des CFT. Koudaouh Abalo (indice 375; pourcentage 45 %), décédé à Lomé le 18 juillet 1954, une pension au taux annuel de :

30.488 francs CFA pour compter du 1^{er} août 1954

31.388 francs CFA pour compter du 1^{er} janvier 1955.

32.400 francs CFA pour compter du 1^{er} octobre 1955.

34.988 francs CFA pour compter du 1^{er} avril 1956.

Conformément à l'article 23 paragraphe VI du décret du 29 mars 1954, il est attribué sur les fonds de la Caisse Locale de Retraites du Togo à chacun des orphelins dénommés ci-après :

Koudaouh Abalo Kewanou Jean né le 24 juin 1935

Koudaouh Abalo Messanvi Hubert né le 13 août

Koudaouh Abalo Gbedozan née le 24 mars 1942

Koudaouh Abalo Amélie née le 5 janvier 1945

Koudaouh Abalo Houédogbé Pierre né le 23 février 1948

Koudaouh Abalo Akoélé née le 13 février 1950

Koudaouh Abalo Akoko née le 13 février 1950

Koudaouh Abalo Edoh Innocent né le 28 décembre 1952,

une pension temporaire fixée à :

6.100 francs CFA l'an pour compter du 1^{er} août 1954

6.280 francs CFA l'an pour compter du 1^{er} janvier 1955

6.480 francs CFA l'an pour compter du 1^{er} octobre 1955

7.000 francs CFA l'an pour compter du 1^{er} avril 1956.

Par application des dispositions de l'article 13 paragraphe II-b) du décret du 29 mars 1954, le pourcentage du minimum vital du père des orphelins est fixé à 90 %.

Le montant du minimum garanti prévu à l'article 1^{er} du décret du 30 mars 1955 est fixé comme suit :

1^o) Pour l'Agent décédé :

36.900 francs CFA l'an pour compter du 1^{er} août 1954

38.252 francs CFA l'an pour compter du 1^{er} janvier 1955

40.952 francs CFA l'an pour compter du 1^{er} octobre 1955

45.720 francs CFA l'an pour compter du 1^{er} avril 1956.

2^o) Pour la veuve :

18.452 francs CFA l'an pour compter du 1^{er} août 1954

19.128 francs CFA l'an pour compter du 1^{er} janvier 1955

20.476 francs CFA l'an pour compter du 1^{er} octobre 1955

22.860 francs CFA l'an pour compter du 1^{er} avril 1956.

3^o) Pour chacun des orphelins :

3.692 francs CFA l'an pour compter du 1^{er} août 1954

3.828 francs CFA l'an pour compter du 1^{er} janvier 1955

4.096 francs CFA l'an pour compter du 1^{er} octobre 1955

4.572 francs CFA l'an pour compter du 1^{er} avril 1956.

Au cas où le total des pensions attribuées à la veuve et aux orphelins à partir du 6^e enfant excède le montant de la pension dont aurait bénéficié le père s'il avait été retraité, il sera procédé à la réduction temporaire des pensions d'orphelins.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans, les pensions temporaires d'orphelins susvisées, non susceptibles d'être comparées aux avantages familiaux, seront versées entre les mains de M. Koudaouh Abalo Afanyinou Henri, chargé de la tutelle des orphelins et de l'administration des biens du de cujus, domicilié à Lomé, 16 rue Lapérine.

N° 26/MF du :

12 mars 1957. — Est abrogé l'arrêté n° 273-56/F du 27 mars 1956 portant concession de pensions de veuve et d'orphelins.

Il est accordé sur les fonds de la Caisse Locale de Retraites du Togo à Mme veuve Akpalo Anna Adoukoè (née Wotsiadé Ajado), femme de l'ex-Commissaire d'Administration Principal de 1^{re} classe Akpalo John (indice 530, pourcentage 60 %), décédé à Lomé le 28 mai 1954, une pension temporaire au taux annuel de :

59.552 francs CFA pour compter du 1^{er} juin 1954

60.300 francs CFA pour compter du 1^{er} juillet 1954

62.400 francs CFA pour compter du 1^{er} janvier 1955

64.200 francs CFA pour compter du 1^{er} octobre 1955

69.152 francs CFA pour compter du 1^{er} avril 1956.

Par application des dispositions de l'article 23, paragraphe II du décret du 29 mars 1954, il est également alloué à Mme veuve Akpalo Anna Adoukoè (née Wotsiadé Ajado) sur les fonds de la même Caisse Locale de Retraites et pour compter du 1^{er} juin 1954, la moitié de la majoration pour enfants au taux de 15 % que son mari devrait obtenir s'il était retraité au titre de ses enfants du 1^{er} au 4^e rang ci-après :

Akpalo Quashi Emmanuel né le 16 septembre 1923

Akpalo Adjoa Victoria née le 22 janvier 1934

Akpalo Ablawoa Francisca née le 15 janvier 1935

Akpalo Koffi Frantz né le 30 avril 1937.

Le taux de cette majoration est porté à :

20 % pour compter du 20 mai 1955 au titre de son enfant (5^e rang) Akpalo Améyo Maria née le 20 mai 1939;

25 % pour compter du 8 novembre 1955 au titre de son enfant (6^e rang) Akpalo Akouavi Thérèse née le 8 novembre 1939.

Le montant annuel de cette majoration est fixé comme suit :

8.932 francs CFA pour compter du 1^{er} juin 1954
9.048 francs CFA pour compter du 1^{er} juillet 1954
9.360 francs CFA pour compter du 1^{er} janvier 1955

12.480 francs CFA pour compter du 20 mai 1955
12.840 francs CFA pour compter du 1^{er} octobre 1955

16.052 francs CFA pour compter du 8 novembre 1955

17.288 francs CFA pour compter du 1^{er} avril 1956.

Conformément à l'article 23 paragraphe VI du décret du 29 mars 1954, il est attribué sur les fonds de la Caisse Locale de Retraites du Togo à chacun des orphelins dénommés ci-après :

Akpalo Adjoa Victoria née le 22 janvier 1934

Akpalo Ablawoa Francisca née le 15 janvier 1935

Akpalo Koffi Frantz né le 30 avril 1937

Akpalo Améyo Maria née le 20 mai 1939

Akpalo Akouavi Thérèse née le 8 novembre 1939

Akpalo Kouassivi Venance né le 28 mars 1943

Akpalo Koffi Alfred né le 8 septembre 1944

Akpalo Afiwoa Félicia née le 10 janvier 1947

Akpalo Adjoavi Lucia née le 29 décembre 1947

Akpalo Ayawovi Paulina née le 15 janvier 1948

Akpalo Akoua Jeannette née le 25 juin 1952,

une pension temporaire fixée à :

11.912 francs CFA l'an pour compter du 1^{er} juin 1954

12.060 francs CFA l'an pour compter du 1^{er} juillet 1954

12.480 francs CFA l'an pour compter du 1^{er} janvier 1955

12.840 francs CFA l'an pour compter du 1^{er} octobre 1955

13.832 francs CFA l'an pour compter du 1^{er} avril 1956.

Au cas où le total des pension attribuées à la veuve et aux orphelins à partir du 6^e enfant excède le montant de la pension dont aurait bénéficié le père, il sera procédé à la réduction temporaire des pensions d'orphelins.

Par application de l'article 23, paragraphe VIII du décret du 29 mars 1954, le total des pensions temporaires d'orphelins visées ci-dessus pourra, sur justification des droits, être comparé au montant des avantages familiaux dont aurait bénéficié le père s'il avait été retraité.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans, ces pensions seront versées entre les mains de M. Akpalo Quashi Emmanuel, écrivain des C.F.T., tuteur des orphelins et administrateur des biens du de cujus, domicilié à Lomé 34, rue de Bordeaux.

Rôles

N° 28/MF/CD du :

19 mars 1957. — Sont approuvés et rendus exécutoires des rôles Exercice 1956 ci-après :

N° DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
<i>Budget Local</i>				
588	C.M. Lomé	Impôt général	45.000,—	
589	—	Patentes	14.800,—	59.800,—
590	C.M. Tsévié	Impôt général	15.000,—	15.000,—
591	Subd. Akpesso Plateau	Impôt général	58.000,—	58.000,—
<i>Budget de Circonscription</i>				
588	C.M. Lomé	Taxe de circonscription	650,—	650,—
<i>Budget Communal</i>				
588	C.M. Lomé	Centimes additionnels sur T.C.	130,—	
589	—	Centimes additionnels sur patentes	3.700,—	3.830,—
				137.280,—

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de : Cent trente sept mille deux cent quatre-vingts francs est fixée au 25 mars 1957.

MINISTRE DES MINES, DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS, DE L'ECONOMIE ET DU PLAN

Par arrêtés et décisions du Ministre des Mines, des Travaux Publics, des Transports, de l'Economie et du Plan :

N° 178/MTP/TP du :

5 mars 1957. — Une enquête de commodo et in-commodo est ouverte du 11 mars 1957 au 25 mars 1957, au sujet de l'installation d'une cuve à essence à Sokodé par la John Walkden et Co. Ltd. Cet établissement fait partie de la 2^e classe des établissements dangereux, insalubres et incommodes.

Les plans et les renseignements nécessaires seront déposés dans les bureaux de l'Administrateur-Maire de Sokodé pendant quinze jours à partir du 11 mars 1957, pour être communiqués de 8 heures à 11 heures et de 14 heures à 17 heures, les jours ouvrables, aux personnes qui désireront en prendre connaissance. La publication de cette enquête dont l'Administrateur-Maire de Sokodé a la charge sera faite conformément aux dispositions en vigueur.

Un registre sera ouvert pendant le même temps pour recevoir les observations relatives aux installations prévues.

L'Administrateur-Maire, Commandant le Cercle de Sokodé est désigné comme Commissaire enquêteur.

Après clôture de l'enquête, l'Administrateur-Maire de Sokodé dressera procès-verbal des opérations qu'il adressera avec son avis motivé à M. le Ministre des Mines, des Travaux Publics, des Transports, de l'Economie et du Plan.

Nominations

N° 124/MTP/TP du :

20 février 1957. — M. Barategui Emmanuel, Conducteur principal, 1^{er} échelon du cadre supérieur des Travaux Publics du Togo, est chargé du dépôt d'explosifs du Camp des Gardes de Lomé, en remplacement de M. Cupelin Henri, agent contractuel des Travaux Publics; en instance de départ en congé.

M. Barategui prendra en charge l'inventaire tel qu'il résulte du procès-verbal établi en accord avec M. Cupelin dont il donnera décharge.

N° 147/MPT/Plan du :

M. Brulé Georges, Emile, Marie, Chef de Bureau de 1^{re} classe d'Administration Générale d'Outre-mer; est nommé Chef de la Comptabilité. — FIDES au Ministère des Travaux Publics, des Mines, des Transports, de l'Economie et du Plan, pour compter du jour de son arrivée dans le Service.

Reclassement

N° 131/MTP/TP du :

22 février 1957. — Sont reclassés comme suit les deux agents permanents en service à la Subdivision Hydraulique du Sud pour compter du 1^{er} janvier 1957.

MM. Dada Alphonse, Manœuvre permanent de 3^e cl. au salaire mensuel de 4.320 frs (Quatre mille trois cent vingt francs).

Hounlété Amouzouvi, Manœuvre permanent de 2^e cl. au salaire mensuel de 3.960 francs (Trois mille neuf cent soixante francs).

La dépense est imputable au Budget FIDES — Chapitre 2.022 — Article 1.

Affectation

N° 132/MTP/TP du :

22 février 1957. — M. Marie Max, Ingénieur en Chef des Travaux Publics de la France d'Outre-Mer, est nommé Conseiller Technique au Ministère des Travaux Publics, des Mines, des Transports, de l'Economie et du Plan. Il est chargé d'études spéciales et de Pélaboration, en liaison avec le Ministère des Finances, de certains textes et règlements administratifs.

Licenciement

N° 119/MTP/TP du :

20 février 1957. — Le pointeur permanent Zinsou Paul, en service à la Subdivision Hydraulique du Sud, est licencié de son emploi pour compter du 4 mars 1957 pour incompétence professionnelle due à son manque d'initiative et d'attention dans le Service : Désordres provoqués pendant les heures de Service — Manque d'autorité.

Par application des dispositions de l'arrêté n° 852-54/ITLS du 7 septembre 1954, M. Zinsou Paul aura droit à l'indemnité compensatrice de congé.

Un préavis de Un mois a été adressé à l'intéressé le 1^{er} février pour compter du 4 février 1957.

N° 121/MTP/TP du :

20 février 1957. — Le mécanicien Folly Joseph, en service à la Subdivision Hydraulique du Sud, est licencié de son emploi pour compter du 4 décembre 1956 pour absence de poste sans préavis.

Par application des dispositions de l'arrêté n° 852-54/ITLS du 7 septembre 1954, M. Folly Joseph aura droit à l'indemnité compensatrice de congé.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ÉLEVAGE ET DES EAUX ET FORÊTS

Admission

Par décisions du Ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et des des Eaux et Forêts :

N° 9/D/MA du :

6 mars 1957. — Sont déclarés admis au Centre d'Apprentissage Agricole de Tové les candidats dont les noms suivent, par ordre de mérite :

Liste A

- 1^o/ — Koumi Léon
- 2^o/ — Gbaguidi Saturnin
- 3^o/ — Aziagbégnon Gilbert
- 4^o/ — Djéwoé Oscar
- 5^o/ — Akouété Marcel
- 5^o/ ex-aequo — Langueh Charles

Liste B

- 1^o/ — Morou Mahamadou
- 2^o/ — Samson Idrissou
- 2^o/ ex-aequo — Nadjombé Anani Prosper

- 4^o/ — Tchambana Mamadou
- 5^o/ — Abita André
- 6^o/ — Palanga Justin

En cas de défaillance d'un ou plusieurs candidats des listes ci-dessus, seront admis à leur place les candidats dont les noms suivent par ordre de mérite :

Liste Supplémentaire A

- 7^o/ — Akamah Stéphan
- 8^o/ — Géraldo Misbaou
- 9^o/ — Mouvi Dauklou

Liste Supplémentaire B

- 7^o/ — Salitou Issa
- 8^o/ — Koupokpa Kodjo Gabriel
- 9^o/ — Bogra Tologmba

La date d'entrée à l'Ecole sera communiquée en temps opportun, aux élèves admis, par le Chef de Service de l'Agriculture.

Nominations

N° 10/MA/AG du :

8 mars 1957. — M. Géraldo Moutairou, Aide-Conducteur de 2^e classe 2^e échelon du Cadre Supérieur de l'Agriculture et du Conditionnement du Togo, précédemment en service à la Ferme Expérimentale de Glidji, de retour de congé, est nommé Directeur du Centre-Pilote de Kandé et Chef du Secteur Agricole de Kandé, en remplacement de M. Chilloh Eusèbe, Conducteur de 2^e classe 2^e échelon du Cadre Supérieur de l'Agriculture et du Conditionnement du Togo, appelé à d'autres fonctions.

N° 11/D/MA/EF du :

8 mars 1957. — M. Pla Jean, Garde Général de classe exceptionnelle du Cadre des Eaux et Forêts de l'Indochine, est chargé de l'intérim de l'Inspection Forestière du Nord, en remplacement de M. Lescanne Gérard, Inspecteur de 2^e classe, 4^e échelon, des Eaux et Forêts de la FOM, en instance de départ en congé.

La résidence de M. Pla Jean est fixée à Dapango.

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

RECTIFICATIF à la Décision N° 41-D/MIP du 22 novembre 1956 fixant les dates des vacances scolaires pour l'année 1956-1957.

Au lieu de :

2^o) Fêtes du Mardi Gras
du 2 mars au soir au 5 mars au soir

Lire :

2^o) Fêtes du Mardi Gras
du 2 mars au soir au 6 mars au soir

Le reste sans changement.

Nomination

Par arrêtés et décisions du Ministre du Travail, des Affaires Sociales et de l'Instruction Publique :
N° 18/MTAS/MIP du :

6 mars 1957. — M. Atayi Ayayi Alphonse, Instituteur de 4^e classe du Cadre Supérieur de l'Enseignement du Togo, est nommé Directeur de Cabinet du Ministère de l'Instruction Publique pour compter du 11 février 1957.

Mutation

N° 29/MIP du :

4 mars 1957. — M. Bassah Jacques, Instituteur adjoint de 6^e classe, précédemment en service à Nuatja (Atakpamé), est affecté à l'Ecole d'Application (Atakpamé).

La présente décision prendra effet pour compter du 1^{er} mars 1957.

Recrutements

N° 30/MIP du :

4 mars 1957. — M. Bruce Robert, titulaire du CEPE, est recruté en qualité de Moniteur suppléant au salaire mensuel de 6.030 francs :

1^o — pour la période du 19 février 1957 au 28 février 1957 inclus, en remplacement de Mme Kpotsra Cécile, titulaire d'un congé de maladie par décision n° 175-D/PM-FP du 22 février 1957.

Pendant cette période M. Bruce est affecté à l'Ecole de Nyékonakpoé (Lomé).

2^o — pour la période du 1^{er} mars 1957 au 13 avril 1957 inclus, en remplacement de Mme Dovi Marie-Thérèse, titulaire d'un congé de maternité par décision n° 130-D/PM-FP du 11 février 1957.

Au cours de cette période M. Bruce est affecté à Séko (Cercle d'Anécho).

N° 31/MIP du :

4 mars 1957. — M. Amegandjin Nicodème, titulaire du CEPE, est engagé en qualité de Moniteur suppléant au salaire mensuel de 6.030 frs pour la période allant du 4 février 1957 au 29 mars 1957 inclus, en remplacement de Mme Adorgloh Victoria, titulaire d'un congé de maternité de 2 mois par décision n° 132-D/PM-FP du 22 janvier 1957.

M. Amegandjin est affecté à Blitta (Cercle d'Atakpamé).

M. Bruce Robert, titulaire du CEPE, est engagé en qualité de Moniteur suppléant au salaire mensuel de 6.030 francs pour la période allant du 4 au 18 février 1957 inclus, en remplacement de Mme Kpotsra Cécile en congé de maladie par décision n° 132-D/PM-FP du 12 février 1957.

M. Bruce Robert est affecté à l'Ecole de Nyékonakpoé (Lomé).

N° 32/MIP du :

7 mars 1957. — Mlle Kodjo Antoinette, titulaire du CEPE, est engagée en qualité de Monitrice suppléante au salaire mensuel de 6.030 francs pour la période allant du 1^{er} mars 1957 au 7 juin 1957 inclus, en remplacement de Mme. Mensah née Tété Albertine, titulaire d'un congé de maternité par décision n° 154-D/PM-FP du 19 février 1957.

Mlle. Kodjo Antoinette est affectée à Adjido (Cercle d'Anécho).

N° 33/MIP du :

9 mars 1957. — Mlle. Goeh Véronique, titulaire du CEPE, est engagée pour compter du 1^{er} mars 1957 en qualité de Monitrice journalière au salaire mensuel de 6.030 francs, en remplacement de Mme. Ywassa Philomène, mise en disponibilité sans solde par décision n° 177-D/PM-FP du 23 février 1957.

Mlle. Goeh Véronique est affectée à l'Ecole du Camp à Lomé.

Autorisation d'enseigner

N° 34/MIP du :

12 mars 1957. — L'autorisation d'enseigner dans les classes des Ecoles de la Mission Evangélique du Togo est accordée pour l'année scolaire 1956-57 à :

Mlles. Raoul-Duval Viviane

Fiatsuwo Patience

MM. Junod Paul

Meba Néouéssino Kokou Traugott

Toi Bala

Kuto Agbolou Emmanuel

Wona David

Paku Robert

Aglée Céphas

Takpara Alfred

Attribution de bourse

N° 8/MIP du :

4 mars 1957. — Est attribuée pour l'année scolaire 1956-57, une bourse en A.O.F. et à compter du 1^{er} janvier 1957 à M. Johnson Polycarpe en vue de lui permettre de poursuivre ses études à l'Ecole d'Infirmiers et Infirmières à Dakar.

Cette bourse sera mandatée à l'intéressé par les soins de la Direction des Finances du Togo au Directeur de l'Ecole d'Infirmiers et Infirmières à Dakar.

La dépense résultant du paiement de cette bourse est imputable au Budget Local, Exercice 1957, Chapitre 40, Article 1. Paragraphe 1.

Aides scolaires

N° 9/MIP du :

4 mars 1957. — Sont accordées aux étudiants ci-dessous les aides scolaires suivantes :

Amagli Edouard, Travaux Publics

Vincennes 2 bis Rue de l'Egalité

— Vincennes-Seine 25.000 CFA.

Messawussu Hermann, Etudiant en droit 33 Boulevard des Poilus-Aix en Provence	25.000 CFA.
Kuévidjen André, Etudiant à la Faculté des Sciences de Toulouse, 11, Rue Déodora — Toulouse	25.000 CFA.
Kuassivi Gottlieb, Etudiant en Médecine — Cité Universitaire — Caen	30.000 CFA.
Mawupé Julie, Etudiante en Pharmacie chez Mme Piquet, 17 bis Rue Charles Richard — Lyon	25.000 CFA.
Sanl'Anna Emmanuel, Première Année de la Promotion Supérieure du Travail — Canton de Pont-de-Claix — Isère	25.000 CFA.
Mousila Djato, Etudiant en céramique — cette somme sera versée à Mme Puech Andrée, 293 Rue Vaugirard — Paris 15 ^e	25.000 CFA.
Houngues Philippe, Etudiant à la Faculté des Sciences 41, Rue Henri René, Montpellier	30.000 CFA.
Lawson Daniel, Etudiant en Pharmacie 27, Rue Dupont-des-Loges-Rennes	35.000 CFA.
Tévi Jean Bonaventure, Etudiant en droit — Résidence Universitaire — Jean Zay — Pavillon B — Anthony (Seine)	25.000 CFA.
(à rembourser Dir. Off. Etudiants)	
Hadjopoulos Alex, Ecole du Bâtiment et des T.P. 197, Rue de Fontenay — Vincennes (Seine)	30.000 CFA.
Folly André, Etudiant au Conservatoire National des Arts et Métiers 15, Rue Jean Beaussire Paris 4 ^e	30.000 CFA.
Ces aides scolaires seront payées par les soins du Service Administratif de la France d'Outre-Mer.	
La dépense résultant du paiement de ces aides sera imputée au budget local du Togo, Exercice 1957, Chapitre 41, Article 1, Paragraphe 2.	

N° 54 bis/PM/MIP du :

6 mars 1957. — Sont rapportés les arrêtés n° 40/MIP. du 4 décembre 1956 et n° 46/PM/MIP. du 28 février 1957 accordant une aide scolaire à M. Afoulou Anastase.

Secours scolaire

N° 7/MIP du :

4 mars 1957. — Sont accordés aux étudiants ci-dessous les secours scolaires suivants :

Kékeh Jean, Etudiant en Médecine 36, Avenue Henri Barbusse Lyon-Villeurbanne (Rhône)	50.000 CFA.
Sossou Raphaël, Elève à l'Ecole d'Agriculture d'Ondes — ce secours, payable cumulativement avec la	

bourse de l'intéressé sera versé à M. le Directeur de l'Ecole d'Agriculture d'Ondes 27.000 CFA.

Quadjovie Christophe, Etudiant en Médecine à Toulouse — Actuellement en stage à Dakar — ce secours, payable cumulativement avec la bourse de l'intéressé sera versé à M. le Délégué aux Affaires Sociales de l'Office des Etudiants d'Outre-Mer 5.000 CFA.

Ces secours scolaires seront payés par les soins du Service Administratif de la France d'Outre-Mer.

La dépense résultant du paiement de ces secours sera imputée au budget local du Togo, Exercice 1957, Chapitre 41, Article 1, Paragraphe 2 —

Suppression de bourse

ADDITIF à l'arrêté N° 1/MIP. du janvier 1957 portant suppression de bourses métropolitaines.

Après :

Mawupé Koffi Ignace

Ajouter :

Mensah Moïse (études terminées).

Le reste sans changement.

MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

ARRETE N° 8-57/MIC. du 4 mars 1957 fixant la date de fermeture de la campagne d'achat du coton de la récolte 1957.

Le Ministre du Commerce et de l'Industrie,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956 déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu le décret n° 1-57 du 11 janvier 1957 fixant les règles de commercialisation du coton de la récolte 1957;

Vu l'arrêté n° 2-57/MIC. fixant la date d'ouverture de la campagne d'achat du coton de la récolte 1957;

La Chambre de Commerce consultée,

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La date de fermeture de la campagne d'achat de coton de la récolte 1957 est fixée au 30 avril 1957.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Fait à Lomé, le 4 mars 1957.

P. SCHNEIDER.

ARRETE interministériel N° 4 ITM/MA/MIC. du 13 mars 1957.

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et des Eaux et Forêts et le Ministre du Commerce et de l'Industrie,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi n° 56-2 du 18 septembre 1956 déterminant la répartition des pouvoirs;

ARRENTENT :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée pour la récolte 1957, l'exportation du coton présentant une couleur jaune mais ne renfermant pas plus d'impuretés que le type III. prévu par le décret n° 53-295 du 31 mars 1953.

ART. 2. — Les balles de coton jaune porteront la marque J 3.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Lomé, le 13 mars 1957.

Le ministre du Commerce et de l'Industrie;

P. SCHNEIDER.

Le ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et des Eaux et Forêts;

A. MEATCHI.

Le Premier Ministre;

N. GRUNITZKY.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE**Nomination**

Par décision du Ministre de la Santé publique :

N° 18/D/MSP. du :

16 mars 1957. — M. d'Almeida Julien, Médecin Africain Principal de 3^e classe, affecté à la Polyclinique de Lomé par décision n° 9 en date du 9 février 1957 du Ministre de la Santé Publique, est chargé de l'Infirmerie du Chemin de fer, en remplacement du Docteur Kpodar, élu Député à l'Assemblée Législative du Togo.

ACTES DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**DECRETS, ARRETES ET CIRCULAIRES**

ARRETE N° 25-57/C. du 15 mars 1957 promulguant au Togo des arrêtés des 1^{er} et 15 février 1957.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo,

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués au Togo :

1^o — l'arrêté interministériel du 1^{er} février 1957 fixant la liste des cadres supérieurs des territoires d'outre-mer ouvrant droit aux intégrations prévues par les articles 15 d et 17 du décret n° 56-809 du 9 août 1956 relatif au statut des chefs de division et attachés de la France d'outre-mer;

2^o — l'arrêté ministériel du 15 février 1957 fixant la liste des cadres supérieurs des territoires d'outre-mer ouvrant droit au recrutement au choix prévu par l'article 5 (2^o, a) du décret n° 56-809 du 9 août 1956 relatif au statut des chefs de division et attachés de la France d'outre-mer.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 15 mars 1957.

Pour le Haut-Commissaire de la République en congé;

*Le Secrétaire Général,
chargé de l'expédition des Affaires,*
J. RIGAL.

ARRETE interministériel du 1^{er} février 1957 fixant la liste des cadres supérieurs des territoires d'outre-mer ouvrant droit aux intégrations prévues par les articles 15 d et 17 du décret 56-809 du 9 août 1956 relatif au statut des chefs de division et attachés de la France d'outre-mer.

Le ministre de la France d'outre-mer et le secrétaire d'Etat au budget;

Vu le décret n° 56-809 du 9 août 1956 portant règlement d'administration publique relatif au statut des chefs de division et attachés de la France d'outre-mer.

ARRENTENT :

ARTICLE PREMIER. — La liste des cadres supérieurs des territoires d'outre-mer et de la République Autonome du Togo ouvrant droit aux intégrations prévues par les articles 15 d et 17 du décret n° 56-809 du 9 août 1956 susvisé est arrêtée comme suit :

Afrique occidentale française.

Cadre supérieur des services administratifs, financiers et comptables (corps des secrétaires d'administration), arrêté du 10 juillet 1953.

République autonome du Togo.

Cadre supérieur des services administratifs, financiers et comptables (corps des secrétaires d'administration), arrêté du 27 juillet 1953.

Cameroun

Cadre supérieur des services civils et financiers (corps des secrétaires d'administration) arrêté du 28 mai 1953.

Afrique équatoriale française.

Cadre supérieur des services administratifs et financiers (corps des secrétaires d'administration), arrêté du 1^{er} mars 1953.

Madagascar.

Cadre supérieur des secrétaires d'administration, arrêté du 15 octobre 1955.

Nouvelle-Calédonie.

Cadres supérieurs :

1^o Des services administratifs et financiers de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (corps des secrétaires d'administration), arrêté du 17 juillet 1954;

2^o Des secrétariats généraux (commis principaux), arrêté du 28 décembre 1933.

Etablissements français de l'Océanie

Cadre supérieur des agents des affaires administratives, arrêté du 20 février 1950.

Côte française des Somalis.

Cadre supérieur des services administratifs et financiers (corps des secrétaires d'administration), arrêté du 9 décembre 1954.

Iles Saint-Pierre et Miquelon.

Cadre supérieur des services administratifs et financiers (corps des secrétaires d'administration), arrêté du 1^{er} décembre 1954.

ART. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 1^{er} février 1957.

Le ministre de la France d'outre-mer,

GASTON DEFFERRE.

Le secrétaire d'Etat au budget,

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

Le directeur du budget,

GILBERT DEVAUX.

ARRETE ministériel du 15 février 1957 fixant la liste des cadres supérieurs des territoires d'outre-mer ouvrant droit au recrutement au choix prévu par l'article 5, 2^o a, du décret n° 56-809 du 9 août 1956 relatif au statut des chefs de division et attachés la France d'outre-mer.

Le ministre de la France d'outre-mer,

Vu l'article 5 du décret n° 56-809 du 9 août 1956 portant règlement d'administration publique relatif au statut des chefs de division et attachés de la France d'outre-mer,

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La liste des cadres supérieurs des territoires d'outre-mer et de la République autonome du Togo ouvrant droit au recrutement au choix prévu par l'article 5, 2^o a; du décret n° 56-809 du 9 août 1956 susvisé est arrêtée comme suit :

Afrique occidentale française.

Cadre supérieur des services administratifs, financiers et comptables (corps des secrétaires d'administration), arrêté du 10 juillet 1953.

République autonome du Togo.

Cadre supérieur des services administratifs, financiers et comptables (corps des secrétaires d'administration), arrêté du 27 juillet 1953.

Cameroun.

Cadre supérieur des services civils et financiers (corps des secrétaires administratifs), arrêté du 28 mai 1953.

Afrique équatoriale française.

Cadre supérieur des services administratifs et financiers (corps des secrétaires d'administration), arrêté du 1^{er} mars 1953.

Madagascar.

Cadre supérieur des secrétaires d'administration, arrêté du 15 octobre 1955.

Nouvelle-Calédonie.

Cadres supérieurs :

1^o Des services administratifs et financiers de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (corps des secrétaires d'administration), arrêté du 17 juillet 1954;

2^o Des secrétaires généraux (commis principaux), arrêté du 28 décembre 1953.

Etablissements français de l'Océanie.

Cadre supérieur des agents des affaires administratives, arrêté du 20 février 1950.

Côte française des Somalis.

Cadre supérieur des services administratifs et financiers (corps des secrétaires d'administration), arrêté du 9 décembre 1954.

Iles Saint-Pierre et Miquelon.

Cadre supérieur des services administratifs et financiers (corps des secrétaires d'administration), arrêté du 1^{er} décembre 1954.

ART. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 15 février 1957.

GASTON DEFFERRE.

ARRETE N° 24-57/C. du 14 mars 1957 portant promulgations.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués au Togo :

1^o — le décret n° 57-238 du 23 février 1957 relatif à la publication, dans la République Autonome du Togo, du décret n° 56-1182 du 3 novembre 1956 portant publication de la convention pour l'adoption d'un système de jaugeage des navires, signée à Oslo le 10 juin 1947;

2^o — le décret n° 57-239 du 24 février 1957 arrêtant la liste des offices et établissements publics de l'Etat dans les territoires d'outre-mer;

3^o — le décret n° 57-244 du 24 février 1957 relatif à l'émission des monnaies métalliques dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et dans la République Autonome du Togo.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 14 mars 1957.

Pour le Haut-Commissaire de la République en congé,
Le Secrétaire Général,
chargé de l'expédition des affaires,
J. RIGAL.

DECRET n° 57-238 du 23 février 1957 relatif à la publication dans la République autonome du Togo du décret n° 56-1182 du 3 novembre 1956 portant publication de la convention pour l'adoption d'un système uniforme de jaugeage des navires, signée à Oslo le 10 juin 1957.

Le président du conseil des ministres;

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer,

Vu l'article 47 de la Constitution;

Vu le décret n° 56-1182 du 3 novembre 1956 portant publication de la convention pour l'adoption d'un système uniforme de jaugeage des navires, signée à Oslo le 10 juin 1956;

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut de la République Autonome du Togo, et notamment son article 26,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sera publiée au *Journal officiel* de la République autonome du Togo, en vue de son application dans ladite république, la convention pour l'adoption d'un système uniforme de jaugeage des navires, signée à Oslo le 10 juin 1947, telle qu'elle figure au décret susvisé du 3 novembre 1956.

ART. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 23 février 1957.

Guy MOLLET

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre de la France d'outre-mer,
GASTON DEFFERRE.

DECRET N° 56-1182 du 3 novembre 1956 portant publication de la convention pour l'adoption d'un système uniforme de jaugeage des navires, signée à Oslo le 10 juin 1947.

Le Président de la République,

Vu les articles 26, 27, 28 et 31 de la Constitution;

Vu le décret n° 53-192 du 14 mars 1953 relatif à la ratification et à la publication des engagements internationaux souscrits par la France;

Sur la proposition du président du conseil des ministres et du ministre des affaires étrangères;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — La convention pour l'adoption d'un système uniforme de jaugeage des navires, qui a été signée à Oslo le 10 juin 1947 et dont les instruments de ratification ont été déposés le 20 juin 1947 auprès du Gouvernement norvégien, sera publiée au *Journal officiel*.

ART. 2. — Le président du conseil des ministres et le ministre des affaires étrangères sont chargés de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 3 novembre 1956.

René COTY.

Par le Président de la République :

Le président du conseil des ministres,

Guy MOLLET.

Le ministre des affaires étrangères,

Christian PINEAU.

CONVENTION

POUR L'ADOPTION D'UN SYSTEME UNIFORME DE JAUGEAGE DES NAVIRES (1)

Les Gouvernements de la Belgique, du Danemark, de la Finlande, de la France, de l'Islande, des Pays-Bas, de la Norvège et de la Suède,

Considérant que les divergences que présentent, tant dans leurs principes que dans leur application, les divers règlements de jaugeage, peuvent faire subir à des navires identiques des traitements différents et provoquent, en outre, un surcroît de formalités et de frais inutiles;

Désirant, dès lors, voir mettre en pratique les résultats des travaux préparatoires entrepris depuis de nombreuses années, aux fins de faire disparaître les divergences précitées en adoptant un règlement de jaugeage uniforme basé sur le système en vigueur dans la plupart des pays maritimes;

Ont décidé de conclure une Convention à cet effet et ont nommé pour plénipotentiaires :

Le Gouvernement de la Belgique :

M. G. de Winne, Ingénieur en Chef, Directeur à l'Administration de la Marine.

Le Gouvernement du Danemark :

M. P. Fischer, Ingénieur en Chef à la Section maritime du Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la marine marchande;

(1) Les deux annexes, qui ne seront pas publiées au *Journal Officiel*, feront l'objet d'un tirage spécial par l'imprimerie nationale.

M. J. Christiansen, Chef de Division au Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Marine marchande.

Le Gouvernement de la Finlande :

M. W. K. Aström, Inspecteur en Chef de jaugeage.

Le Gouvernement de la France :

S.E.M.J.-F. Blondel, Ambassadeur en Norvège.

Le Gouvernement de l'Islande :

M. O. T. Sveinson, Inspecteur Général de la Navigation.

Le Gouvernement des Pays-Bas :

M. A. Van Driel, Conseiller des constructions navales de l'inspection de la navigation et inspecteur en chef du jaugeage (retraité).

M. H. E. Scheffer, Directeur au Ministère des Transports (Direction Générale de la Navigation).

M. E. Smit Fzn., Conseiller des constructions navales de l'inspection de la navigation et inspecteur en chef du jaugeage.

Le Gouvernement de la Norvège :

M. L. Aall, Directeur du Service du Jaugeage, Ministère Royal des Finances et des Douanes.

M. V. Dunér, Chef de Division, Ministère Royal des Finances et des Douanes.

M. A. Sveen, Armateur.

Le Gouvernement de la Suède :

M. G. M. E. Böös, Conseiller du Commerce, Chef de la Division Maritime à l'Administration Générale du Commerce;

M. A. J. Anderson, Contrôleur principal du jaugeage et Inspecteur en Chef auprès de l'Administration centrale du Commerce;

M. G. F. Ambjörn, Professeur à l'Institut Polytechnique Chalmers.

Qui, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1^{er}.

Les Gouvernements contractants s'engagent à observer, pour la détermination du tonnage des navires et le marquage consécutif à cette opération, le règlement intitulé « Règlement international relatif au jaugeage des Navires », établi par la Société des Nations et daté du 30 juin 1939, qui est ci-joint en Annexe. Ce règlement devient dès lors le règlement de mesurage et de marquage des navires adopté par tous les Gouvernements ayant adhéré à la présente Convention.

La Convention et son Annexe sont susceptibles d'être modifiées conformément aux dispositions de l'article 12.

Article 2.

Le mesurage et le marquage des navires doivent être effectués sous le contrôle de l'autorité compétente par des fonctionnaires dûment qualifiés. Toutefois, le Gouvernement de chaque pays peut confier ces opérations à une organisation dûment reconnue par lui. Dans tous les cas, le Gouvernement intéressé

garantit que le mesurage et le marquage ont été complètement et efficacement effectués.

Article 3.

Un certificat appelé « Certificat International de Jaugeage établi suivant les dispositions de la Convention conclue à Oslo le 10 juin 1947 » (et désigné ci-après comme Certificat International de Jaugeage), sera délivré à tout navire mesuré et marqué conformément aux dispositions de la présente Convention. Un tel certificat ne pourra être délivré à aucun autre navire.

Le certificat International de Jaugeage sera délivré soit par l'autorité compétente, soit par l'organisation dûment reconnue, visée à l'article 2. Dans tous les cas, le Gouvernement intéressé assumera la pleine responsabilité du certificat.

Article 4.

Le Gouvernement d'un pays auquel la présente Convention s'applique peut, à la requête et au nom du Gouvernement d'un autre pays auquel cette Convention s'applique, faire mesurer et marquer, conformément aux prescriptions de la présente Convention, tout navire appartenant à ce dernier pays et lui délivrer, sous sa propre responsabilité, un Certificat International de Jaugeage. Les frais occasionnés par ces opérations seront supportés par le propriétaire du navire. Le mesurage et le marquage, dans l'un des pays contractants, d'un navire en construction pour le compte d'un propriétaire ressortissant à un autre des pays contractants s'effectueront dans les mêmes conditions.

Tout certificat ainsi délivré doit porter une déclaration établissant qu'il a été délivré à la requête du Gouvernement du pays auquel le navire appartient ou devait appartenir. Ce certificat sera reconnu au même titre que le certificat de jaugeage délivré en vertu de l'article 3 de la présente Convention.

Le Gouvernement qui aura délivré un tel certificat de jaugeage sera tenu de transmettre, sans délai, au Gouvernement du pays auquel le navire appartient, une copie certifiée conforme du certificat de jaugeage et des formules de mesurage d'après lesquelles celui-ci a été établi.

Lorsqu'un navire est transféré de l'un dans l'autre des pays auxquels la présente Convention s'applique, le Gouvernement du premier de ces pays est tenu de transmettre sans délai au second de ces pays à la requête de celui-ci, une copie certifiée conforme du certificat de jaugeage dont le navire est pourvu et des formules de mesurage d'après lesquelles il a été établi.

Article 5.

Le Certificat International de Jaugeage sera rédigé dans la langue officielle du pays par lequel il sera délivré. Si cette langue n'est pas la langue anglaise, le texte sera reproduit en anglais, partiellement ou en totalité, selon que cela sera jugé utile.

Le Certificat de Jaugeage sera conforme au modèle approprié constituant les Appendices 1 et 2 de l'Annexe.

Article 6.

Le Certificat International de Jaugeage restera valable tant que le navire auquel il a été délivré n'aura pas subi de transformations telles que son tonnage ou ses caractéristiques ne correspondent plus à ceux que lui attribue ledit certificat.

S'il a subi des transformations de cette nature, le navire sera, selon le cas, partiellement ou totalement remesuré et le certificat de jaugeage sera en conséquence modifié ou rénové, suivant la décision de l'autorité compétente.

Si un navire pourvu d'un Certificat International de Jaugeage est transféré de l'un dans l'autre des pays auxquels la présente Convention s'applique, il sera, selon le cas, partiellement ou totalement remesuré et, dès que possible, pourvu d'un nouveau Certificat International de Jaugeage délivré par le ou au nom du pays dans lequel il est transféré.

Article 7.

Chaque Gouvernement contractant reconnaîtra, aux Certificats Internationaux de Jaugeage délivrés par les autres Gouvernements contractants ou sous leur autorité, la même valeur qu'aux Certificats Internationaux de Jaugeage délivrés par lui à ses navires nationaux.

Article 8.

1. Lorsqu'il touchera le port d'un pays auquel il n'appartient pas, mais auquel la présente Convention s'applique, tout navire pourvu d'un Certificat International de Jaugeage sera susceptible d'être contrôlé.

Ce contrôle s'exercera aux seules fins de s'assurer : (a) que le tonnage net marqué sur le navire correspond au tonnage net porté sur le certificat de jaugeage, et (b) que le navire n'a pas subi de modifications de la nature de celles visées à l'Article 6 de la présente Convention.

2. Seuls des fonctionnaires possédant la compétence nécessaire seront autorisés à exercer le contrôle précité.

3. L'exercice d'un tel contrôle ne doit en aucun cas occasionner au navire de frais ou de retard.

4. Si le contrôle révèle que le tonnage ou les caractéristiques du navire diffèrent de ceux mentionnés sur le Certificat de Jaugeage, le Gouvernement du pays auquel le navire appartient doit en être informé sans délai pour les suites utiles.

Dès que la correction nécessaire aura été faite, le Gouvernement du pays qui l'aura provoquée en sera immédiatement informé.

Article 9.

Le bénéfice de la présente Convention ne peut être réclaté en faveur d'un navire que si celui-ci possède un Certificat International de Jaugeage.

Article 10.

Si un navire appartenant à un pays auquel la présente Convention s'applique a été mesuré, avant la mise en vigueur de la Convention dans ce pays,

conformément aux principes exposés dans l'Annexe de ladite Convention (et dont l'ensemble constitue le système universellement connu sous le nom de système britannique), le certificat indiquant le tonnage obtenu par l'application de ce système et délivré dans le pays auquel appartient le navire, confèrera à celui-ci les mêmes privilèges qu'un Certificat International de Jaugeage.

Si, après la délivrance d'un tel certificat, le navire a subi des modifications de la nature de celles visées à l'Article 6 de la présente Convention, il sera, après avoir été remesuré partiellement ou totalement selon le cas, pourvu d'un Certificat International de Jaugeage.

Article 11.

Les Gouvernements contractants s'engagent à se communiquer :

1. Le texte des lois, décrets, règlements et arrêtés d'application générale qui auront été promulgués ou pris sur les différentes matières qui rentrent dans le champ d'application de la présente Convention ;

2. Tous les rapports ou résumés de rapports officiels à leur disposition, dans la mesure où ces documents indiquent les résultats de l'application de la présente convention et sous la réserve que ces rapports ou résumés n'aient pas un caractère confidentiel.

Le Gouvernement de Norvège est invité à servir d'intermédiaire pour recueillir tous ces renseignements et les porter à la connaissance des autres Gouvernements contractants.

Article 12.

1. Les modifications à la présente Convention et au Règlement annexé qui pourraient être considérées comme utiles ou nécessaires, peuvent en tout temps être proposées par un Gouvernement contractant au Gouvernement de Norvège. Ces propositions doivent être communiquées par ce dernier à tous les autres Gouvernements contractants ; si l'une quelconque de ces modifications est acceptée par les Gouvernements contractants (y compris les Gouvernements ayant déposé des ratifications ou adhésions qui ne sont pas encore devenues effectives) la présente Convention et ou le Règlement seront modifiés en conséquence.

2. Des conférences ayant pour objet une telle revision se tiendront aux dates et lieux dont pourront convenir les Gouvernements contractants.

A cet effet, une Conférence devra être convoquée par le Gouvernement de Norvège si cinq ou un tiers des Gouvernements contractants en exprime le désir, étant entendu que le moindre de ces nombres sera pris en considération.

Article 13.

1. Un Gouvernement contractant peut au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, ou ultérieurement, notifier par une déclaration écrite, adressée au Gouvernement de Norvège, son intention d'appliquer la présente Convention à tous ses territoires d'outre-mer, colonies, protectorats ou territoires

sous suzeraineté ou sous mandat, ou à certains d'entre eux. La présente Convention s'appliquera dans tous les territoires désignés dans cette déclaration deux mois après la date à laquelle elle aura été reçue. A défaut d'une telle notification, la présente Convention ne s'appliquera à aucun de ces territoires.

2. Un Gouvernement contractant peut, à toute époque et par déclaration écrite adressée au Gouvernement de Norvège, notifier son intention de faire cesser l'application de la présente Convention dans tous les territoires d'outre-mer, colonies, protectorats ou territoires sous suzeraineté ou sous mandat, ou dans certains d'entre eux, auxquels la présente Convention aura été appliquée pendant une période de cinq ans au moins conformément aux dispositions du paragraphe précédent. Dans ce cas, la présente Convention cessera de s'appliquer dans les territoires mentionnés douze mois après la date de la réception de cette déclaration par le Gouvernement de Norvège.

3. Le Gouvernement de Norvège informera tous les autres Gouvernements contractants de l'application de la présente Convention dans tout territoire d'outre-mer, colonie, protectorat, ou territoire sous suzeraineté ou sous mandat, conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article, ainsi que de la cessation de cette application, conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent article, en spécifiant, dans chaque cas, la date à partir de laquelle la présente Convention sera applicable ou cessera de l'être.

Article 14.

La présente Convention, dont les textes en anglais et en français sont l'un et l'autre authentiques, doit être ratifiée.

Les actes de ratification doivent être déposés dans les archives du Gouvernement de Norvège qui notifiera à tous les autres Gouvernements signataires ou adhérents toutes les ratifications déposées ainsi que la date de leur dépôt.

Article 15.

Un Gouvernement non signataire de la présente Convention (autre que le Gouvernement d'un territoire auquel l'Article 13 s'applique) pourra, à toute époque, adhérer à la présente Convention après sa mise en vigueur. Les adhésions s'effectueront par des notifications écrites adressées au Gouvernement de Norvège, et elles prendront effet trois mois après la date de leur réception.

Le Gouvernement de Norvège informera tous les Gouvernements signataires et adhérents de toutes les adhésions reçues et de la date de leur réception.

Article 16.

La présente Convention entrera en vigueur le 1^{er} juin 1948 entre les Gouvernements qui auront, à cette date, déposé leur ratification, et à la condition qu'au moins cinq ratifications aient été déposées au Gouvernement de Norvège. Au cas où cinq ratifications n'auraient pas été déposées à cette date, la présente Convention entrera en vigueur trois mois après la date à laquelle la cinquième aura été déposée.

Les ratifications déposées postérieurement à la date à laquelle la présente Convention sera entrée en vigueur prendront effet trois mois après la date de leur dépôt.

Article 17.

La présente Convention peut à tout moment être dénoncée par l'un quelconque des Gouvernements contractants après l'expiration d'une période de cinq ans, comptée à partir de la date à laquelle la Convention est entrée en vigueur pour le Gouvernement en question. La dénonciation sera effectuée par une notification écrite adressée au Gouvernement de Norvège; celui-ci notifiera à tous les autres Gouvernements contractants toutes les dénonciations reçues et la date de leur réception.

Une dénonciation aura effet douze mois après la date à laquelle la notification en aura été reçue par le Gouvernement de Norvège.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont apposé leur signature ci-dessous.

Fait à Oslo ce dixième jour du mois de juin 1947, en un seul exemplaire qui doit être déposé dans les archives du Gouvernement de Norvège, lequel doit en transmettre des copies certifiées conformes à tous les Gouvernements signataires.

(Signé.) G. DE WINNE.	(Signé.) E. SMIT FZN.
— P. FISCHER.	— L. AALL.
— J. CHRISTIANSEN	— VIGGO DUNÉR.
— WALTER K. ASTRÖM	— ARNE SVEEN
— J. BLONDEL.	— G. BÖÖS.
— O. T. SVEINSSON	— ANDERS ANDERSON
— A. VAN DRIEL.	— GUSTAF AMBJÖRN.
— H.-E. SCHEFFER.	

PROTOCOLE FINAL

Au moment de signer la Convention pour l'adoption d'un système uniforme de Jaugeage des Navires, qui est conclue ce jour, les plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit :

Les signataires de ladite Convention expriment le désir de voir tous les autres pays maritimes joindre leurs efforts aux leurs pour établir, dans le monde entier, l'uniformité des règles de jaugeage, et, à cet effet, adhérer à la Convention et appliquer les règles qui lui sont annexées et qu'ils considèrent, pour le moment, comme les mieux appropriées.

La Convention ne contient aucune stipulation susceptible d'empêcher l'un des Gouvernements contractants de conclure ou de maintenir des accords réciproques avec d'autres Gouvernements non adhérents à la Convention.

Afin d'éviter des divergences dans l'application et l'interprétation des règles, des experts en matière de jaugeage maritime des Gouvernements signataires ou adhérents à ladite Convention se réuniront au moins tous les deux ans, en vue d'assurer l'application et l'interprétation uniformes des règles et de formuler dans ce but les recommandations utiles aux Gouvernements contractants. La première réunion desdits experts sera organisée par le Gouvernement de Norvège.

Il sera décidé à chacune de ces réunions du lieu de convocation de la suivante.

En témoignage de quoi les Plénipotentiaires soussignés ont rédigé ce Protocole final, lequel aura la même force et la même validité que si ses dispositions avaient été insérées dans le texte de la Convention.

Fait à Oslo, ce dixième jour du mois de juin 1947, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Gouvernement de Norvège, lequel en transmettra des copies certifiées conformes à tous les Gouvernements contractants.

(Signé.) G. DE WINNE.	(Signé.) E. SMIT FZN.
— P. FISCHER.	— L. AALL.
— J. CHRISTIANSEN	— VIGGO DUNER.
— WALTER K. ASTRÖM.	— ARNE SVEN.
— J. BLONDEL.	— G. BÖÖS.
— O. T. SVEINSSON.	— ANDERS ANDERSON.
— A. VAN DRIEL.	— GUSTAF AMBJÖRN.
— H.-E. SCHEFFER.	

DECRET N° 57-239 du 24 février 1957 arrêtant la liste des offices et établissements publics de l'Etat dans les territoires d'outre-mer.

RAPPORT

Le décret n° 56-1227 du 3 décembre 1956 portant définition des services de l'Etat dans les territoires d'outre-mer et énumération des cadres de l'Etat dispose en son article 8 que constituent des services territoriaux tous les services autres que les services de l'Etat énumérés à l'article 2 et les offices publics et établissements publics de l'Etat dont la liste sera établie avant le 1^{er} mars 1957. Il est précisé en outre que « les offices et établissements publics actuellement existants conservent leur caractère ».

S'agissant de définir le domaine des services territoriaux dans les territoires d'outre-mer, il n'a pas paru utile d'y inclure les offices publics et établissements publics de l'Etat qui, de par leur activité, sont des organismes essentiellement métropolitains.

La liste établie ne concerne donc que les offices publics et établissements publics de l'Etat existants à ce jour dont l'activité est orientée vers les territoires d'outre-mer, par opposition à ceux dont l'activité est orientée vers la métropole.

Tel est l'objet du présent décret.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer, du ministre des affaires économiques et financières et du ministre délégué à la présidence du conseil.

Vu la loi n° 56-619 du 23 juin 1956 autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre les réformes et à prendre les mesures propres à assurer l'évolution des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, notamment ses articles 3 et 4;

Vu l'article 8 du décret n° 56-1227 modifié du 3 décembre 1956 portant définition des services de l'Etat, dans les territoires d'outre-mer et énumération des cadres de l'Etat, aux termes duquel « la liste des offices et établissements publics de l'Etat actuellement existants sera établie avant le 1^{er} mars 1957 »;

Vu l'article 71 de la loi du 14 avril 1924, créant une caisse intercoloniale de retraites, et le décret du 1^{er} novembre 1928 modifié;

Vu la loi n° 550 du 11 octobre 1943, portant création de l'office de la recherche scientifique coloniale, et le décret n° 53-1127 du 17 novembre 1953 portant réorganisation de la recherche scientifique et technique outre-mer;

Vu l'ordonnance du 7 décembre 1943 portant création de l'office national antiaérien;

Vu l'ordonnance du 2 février 1944 modifiée transformant la caisse centrale de la France libre en caisse centrale de la France d'outre-mer;

Vu la loi n° 70 du 28 février 1944 portant organisation des chemins de fer de la France d'outre-mer;

Vu la loi n° 46-860 du 30 avril 1946 tendant à l'établissement, au financement et à l'exécution de plans d'équipement et de développement des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer;

Vu la loi n° 48-951 du 8 juin 1948 portant création de l'institut d'élevage et de médecine vétérinaire des pays tropicaux;

Vu l'article 40 de la loi n° 55-1044 du 6 août 1955, ensemble l'arrêté interministériel du 25 octobre 1955 portant création d'un office du logement maritime en Afrique centrale;

Vu les articles D. 472 à D. 525 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre;

Vu le décret n° 46-1495 du 18 juin 1946 portant création de l'institut d'études centrafricaines;

Vu le décret n° 46-2898 du 11 décembre 1946 portant création de l'institut de recherches scientifiques à Madagascar;

Vu le décret n° 48-1178 du 18 juillet 1948 modifié portant réorganisation de l'office du Niger;

Vu le décret n° 50-414 du 6 avril 1950 portant création d'un institut des hautes études à Dakar;

Vu les décrets n° 55-103 et 55-104 du 20 janvier 1955 portant, l'un réforme du régime de l'émission en Afrique occidentale française et au Togo, l'autre réforme du régime de l'émission en Afrique équatoriale française et au Cameroun;

Vu le décret n° 55-642 du 20 mai 1955 portant création de l'office des étudiants outre-mer;

Vu le décret du 16 décembre 1955 portant création d'un institut des hautes études à Tananarive;

Vu le décret n° 56-1229 du 3 décembre 1956 portant réorganisation et décentralisation des postes et télécommunications outre-mer;

Vu le décret n° 57-241 du 24 février 1957 relatif à l'office central des chemins de fer outre-mer;

Vu le décret n° 57-240 du 24 février 1957 portant institution de l'université de Dakar;

Vu le décret n° 57-235 du 24 février 1957 relatif à l'office antiaérien;

Le conseil d'Etat entendu;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — La liste des offices et établissements publics de l'Etat actuellement existants et exerçant leur activité dans les territoires d'outre-mer ou à leur profit est arrêtée comme suit :

- 1 Institut d'émission de l'Afrique occidentale française et du Togo.
- 2 Institut d'émission de l'Afrique équatoriale française et du Cameroun.
- 3 Caisse centrale de la France d'outre-mer.
- 4 Offices des changes d'outre-mer.
- 5 Caisse générale de retraite de la France d'outre-mer.
- 6 Institut des hautes études de Dakar et université de Dakar, sous réserve des dispositions du décret n° 57-240 du 24 février 1957.
- 7 Institut des hautes études de Tananarive.
- 8 Office de la recherche scientifique et technique outre-mer et instituts qui en dépendent.
- 9 Institut d'élevage et de médecine vétérinaire des pays tropicaux.
- 10 Institut d'études centrafricaines.
- 11 Institut de recherche scientifique à Madagascar.
- 12 Office national antiacridien, sous réserve des dispositions du décret n° 57-235 du 24 février 1957.
- 13 Office des étudiants d'outre-mer.
- 14 Offices d'outre-mer des anciens combattants et victimes de la guerre.
- 15 Office du logement maritime en Afrique centrale.
- 16 Office du Niger.
- 17 Office central des chemins de fer de la France d'outre-mer.
- 18 Office central des postes et télécommunications outre-mer.

ART. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer et le ministre des affaires économiques et financières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 février 1957.

Guy MOLLET

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre de la France d'outre-mer,

Gaston DEFFERRE.

Le ministre des affaires économiques et financières,

Paul RAMADIER.

Le ministre délégué à la présidence du conseil,

Félix HOUFHOUE-BOIGNY.

DECRET N° 57-244 du 24 février 1957 relatif à l'émission des monnaies métalliques dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et dans la République autonome du Togo.

RAPPORT

Au cours de ces dernières années a été réalisée dans plusieurs territoires relevant du ministre de la

France d'outre-mer, auxquels s'ajoute maintenant la République autonome du Togo, une complète réforme du régime de l'émission monétaire. Cette réforme se caractérise notamment par une association directe à la gestion et au contrôle des organismes chargés de l'émission des billets de banque de représentants qualifiés de ces territoires. A ceci s'ajoute l'obligation pour les nouveaux établissements publics créés pour l'Afrique tropicale de réserver aux territoires le solde net de leurs bénéfices.

Il paraît aujourd'hui opportun, conformément à la politique tracée par la loi du 23 juin 1956 et afin d'associer plus étroitement encore les populations d'outre-mer à la gestion de services dont le fonctionnement touche à leurs intérêts, d'appeler leurs représentants à participer également à celui de l'émission de la monnaie métallique.

Jusqu'ici, l'émission des monnaies métalliques, dont le rôle est particulièrement important dans le règlement des transactions intéressant la masse de la population, était assurée par le Trésor public en vertu d'une tradition ancienne.

Maintenant que se développe l'usage des monnaies métalliques dans les territoires d'outre-mer, il apparaît préférable de confier ce rôle aux établissements qui sont déjà chargés du service de l'émission des billets de banque. Au contact des utilisateurs et avec le concours éclairé des représentants des populations siégeant dans leur conseil d'administration, ils sont assurément les plus qualifiés pour apprécier en temps voulu les fabrications nécessaires de monnaies métalliques, comme ils le font déjà pour les billets.

Il nous a donc paru justifié que ces établissements soient chargés désormais, dans chaque cas où l'intérêt en paraîtra évident, de l'émission de ces monnaies au même titre que des billets de banque, c'est-à-dire à l'occasion de leurs opérations statutaires et avec les mêmes garanties.

Tel est l'objet du présent décret.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des affaires économiques et financières, du ministre de la France d'outre-mer et du ministre délégué à la présidence du conseil;

Vu la loi n° 56-619 du 23 juin 1956 autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre les réformes et à prendre les mesures propres à assurer l'évolution des territoires relevant du ministre de la France d'outre-mer;

Vu l'ordonnance du 2 février 1944 transformant la caisse centrale de la France libre en caisse centrale de la France d'outre-mer;

Vu la loi n° 48-1842 du 25 septembre 1948 portant retrait du privilège d'émission de la banque de l'Indochine;

Vu le décret n° 49-377 du 17 mars 1949 portant modification du régime de l'émission en Côte française des Somalis;

Vu la loi n° 50-375 du 29 mars 1950 portant réorganisation du régime de l'émission à Madagascar et aux Comores;

Vu les décrets n° 55-103 et 55-104 du 20 janvier 1955 portant réforme du régime de l'émission en Afrique occidentale française au Togo, en Afrique équatoriale française et au Cameroun;

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo, et notamment son article 26;

Le conseil d'Etat entendu,

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Par décrets contresignés du ministre des affaires économiques et financières et du ministre de la France d'outre-mer les établissements publics et banques assurant le service de l'émission dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et dans la République Autonome du Togo pourront être chargés de l'émission des monnaies métalliques au même titre et aux mêmes conditions que des billets au porteur sous réserve des dispositions ci-après.

ART. 2. — Les caractéristiques des monnaies métalliques ainsi émises par les instituts et banques d'émission devront être approuvées par le ministre de la France d'outre-mer et le ministre des affaires économiques et financières. La frappe en sera assurée à leurs frais par l'administration des monnaies et médailles.

ART. 3. — La redevance sur la circulation fiduciaire productive à laquelle est déjà astreint l'institut ou la banque d'émission en vertu de la réglementation en vigueur sera calculée sur l'ensemble des billets au porteur et monnaies métalliques en circulation.

ART. 4. — Les instituts et banques d'émission auxquels l'émission de monnaies métalliques aura été confiée assumeront l'obligation de recevoir à l'égal de leurs propres émissions les monnaies métalliques ayant cours légal qui ont été émises antérieurement à la date qui sera fixée par les décrets prévus à l'article 1^{er}. Les modalités de cette prise en charge seront réglées par convention entre le ministre des affaires économiques et financières et le ministre de la France d'outre-mer d'une part, et d'autre part, l'établissement chargé de l'émission.

ART. 5. — Les conventions prévues à l'article 4 ci-dessus seront approuvées par un décret en conseil d'Etat contresigné par le ministre des affaires économiques et financières et le ministre de la France d'outre-mer.

Ces conventions seront dispensées de droits de timbre et d'enregistrement.

ART. 6. — Le ministre des affaires économiques et financières et le ministre de la France d'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 février 1957.

Guy MOLLET.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre de la France d'outre-mer,

Gaston DEFFERRE.

Le ministre des affaires économiques et financières,

PAUL RAMADIER

Le ministre délégué à la présidence du conseil,

Félix HOUPOUET-BOIGNY.

Tableau d'avancement

Tableau d'Avancement établi au titre de l'année 1957.

Ordre de mérite	Noms et Prénoms	Date pour compter de laquelle vaut l'inscription au tableau
-----------------	-----------------	---

.....
Pour la 2^e classe, 1^{er} échelon, du grade d'ingénieur

.....
Petit Jean-Claude 27 avril 1957.
.....

Promotions

Par arrêté du 6 février 1957 du Ministre d'outre-mer :

Ont été promus, pour compter des dates ci-après indiquées, tant du point de vue de la solde que de l'ancienneté les ingénieurs d'agriculture de la France d'Outre-Mer dont les noms suivent :

Noms et prénoms	Date de Promotion	RSM : conservés
-----------------	-------------------	-----------------

.....
A la 2^e classe, 1^{er} échelon du grade d'ingénieur

.....
Petit Jean-Claude 27 avril 1957. Néant
.....

Détachements

Par arrêté du Ministre de la France d'Outre-Mer en date du 25 février 1957.

M. Wilson Robert, Médecin africain principal de 1^{re} classe, député à l'Assemblée Législative de la République Autonome du Togo, est placé, pour compter du 1^{er} janvier 1957, dans la position de détachement pour la durée de son mandat.

Par arrêté du ministre de la France d'Outre-Mer en date du 25 février 1957.

M. Johnson Jean Richard, Médecin Africain principal de 1^{re} classe, Ministre de la Santé Publique du Gouvernement de la République Autonome du Togo, est placé, pour compter du 18 septembre 1956, dans la position de détachement pour la durée de ses fonctions.

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE EN A.O.F

Franchissement d'échelon

Par décision du Haut-Commissaire de la République, Gouverneur Général de l'A.O.F. en date du 25 janvier 1957 :

Sont constatés, au titre du premier semestre 1957 et pour régularisation de la situation administrative de certains agents, les franchissements d'échelon ci-après, concernant les fonctionnaires du cadre supérieur des Postes et Télécommunications :

1 — Corps des Contrôleurs (Service Général)

Au 3^e échelon du grade de contrôleur de 1^{re} classe :
Pour compter du 1^{er} janvier 1957

MM.

contrôleurs de 1^{re} classe 2^e échelon.

Télégan Christophe

Détaché Togo

Au 2^e échelon du grade de Contrôleur de 1^{re} classe :
Pour compter du 1^{er} janvier 1957

MM.

Brassier Paul

Détaché Togo

contrôleurs de 1^{re} classe 1^{er} échelon

La présente décision prendra effet pour compter des dates ci-dessus indiquées, tant en ce qui concerne la solde que l'ancienneté.

ACTES DU HAUT COMMISSARIAT DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE AU TOGO

ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

Affaires Courantes

Par arrêtés et décisions du Haut-Commissaire de la République Française au Togo :

N° 52/D/PE du :

13 mars 1957. — M. Hornac Jean, Administrateur, 2^e échelon de la France d'outre-mer, Commandant du Cercle de Lama-Kara, est chargé de l'expédition des Affaires courantes de la Subdivision administrative de Niamtougou, pendant la durée de l'indisponibilité de M. Tailleur Jacques, Administrateur adjoint, 1^{er} échelon de la France d'outre-mer, titulaire du Poste.

Nominations

N° 19-57/AP du :

6 mars 1957. — M. Ancian Gilbert, Administrateur de la France d'outre-mer, est nommé membre sup-

pléant du Conseil du Contentieux administratif du Togo, en remplacement de M. Giard Louis, Administrateur de la F.O.M. parti en congé.

N° 21/CP du :

9 mars 1957. — Est annulée la décision n° 10/CP du 16 janvier 1957 nommant M. Piette, Administrateur adjoint de la F.O.M., Ordonnateur-Délégué du Budget F.I.D.E.S. — Section Générale.

M. Ancian Gilbert, Administrateur de la F.O.M., est délégué dans les fonctions d'Ordonnateur du Budget F.I.D.E.S. — Section Générale.

Le présent arrêté prendra effet à compter du 1^{er} mars 1957.

N° 22-57/AP du :

11 mars 1957. — M. Fouquet, Procureur de la République près le Tribunal de 1^{re} Instance de Bouaké avant 2 ans (indice métré 500 Gr. II) de retour de congé et attendu à Lomé vers le 27 mars 1957, est nommé provisoirement Procureur de la République intérimaire près le Tribunal de 1^{re} Instance de Lomé (Togo), en remplacement de M. de Kermadec, titulaire du poste, en instance de départ en congé administratif.

La nomination provisoire de M. Fouquet est présumée devoir durer plus de six mois et ne donne pas lieu en conséquence à l'indemnité prévue par les articles 2 et 57 du décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la Magistrature d'outre-mer.

N° 23-57/AP du :

11 mars 1957. — M. Pasquier Pierre, Juge de Paix à Compétence Étendue de 2^e classe de N'Guigmi après 2 ans (indice métré 325 Gr. II), arrivé à Lomé par l'avion du 7 février 1957, est nommé provisoirement Juge d'Instruction intérimaire près le Tribunal de 1^{re} Instance de Lomé (Togo) poste créé, mais non encore pourvu.

La nomination provisoire de M. Pasquier est présumée devoir durer plus de six mois et ne donne pas lieu en conséquence à l'indemnité prévue par les articles 2 et 57 du décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la Magistrature d'outre-mer.

AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

INSTRUCTION ministérielle n° 566 PE/5 du 8 mars 1957 relative au droit d'option éventuelle pour la Caisse de Retraites de la France d'Outre-mer.

à MM. les Hauts Commissaires et Commissaires de la République, Gouverneurs et Chefs de territoires,

et à MM. les Directeurs et Chefs de Service à l'Administration Centrale.

Le droit d'option pour le régime de la Caisse de Retraites de la France d'outre-mer (C.R.F.O.M.) ouvert aux fonctionnaires des cadres généraux de la

France d'outre-mer qui étaient en service au 6 février 1953, a fait l'objet de la circulaire ministérielle n° 23.344 PE/5 du 6 juin 1956.

La présente instruction se propose :

- I — de rappeler quels sont les délais d'option;
- II — de préciser les règles à observer pour le dépôt et la transmission des options au Département;
- III — de résumer aussi clairement que possible les réponses aux questions qui peuvent embarrasser certains des intéressés.

I — Le délai ouvert pour exercer le droit d'option pour le régime de la C.R.F.O.M. expire le 5 mai prochain. En conséquence, toute option enregistrée après cette date sera regardée comme non valable et sans effet.

II — DEPOT ET TRANSMISSION DES OPTIONS.

Le fonctionnaire qui désire exercer une option doit la déposer, en triple exemplaire, à l'adresse du Département (Service des Pensions) en passant par la voie hiérarchique.

Le premier service local qui en est saisi doit la revêtir d'un cachet d'enregistrement à l'arrivée et la transmettre au Service local chargé de la solde du fonctionnaire, qui devra se conformer aux règles fixées par la circulaire du 6 juin 1956, Titre III, ainsi rappelées :

Le service chargé de la solde du fonctionnaire conservera un exemplaire de l'option en vue de la régularisation de la retenue et de la contribution budgétaire; il voudra bien, à cet effet, se reporter aux instructions détaillées du paragraphe 8 du Titre III de la même circulaire.

Le même service transmettra les deux autres exemplaires au Département, Service des pensions. Le fait de cette transmission sous le timbre du service chargé de la solde doit servir à prouver que les opérations de régularisation ont été effectuées dans les conditions prescrites par la circulaire du 6 juin.

Un certain nombre de fonctionnaires se sont estimés insuffisamment éclairés par la circulaire du 6 juin 1956 pour décider s'ils avaient — ou non — intérêt à opter pour la CRFOM.

Etant donné qu'il n'est pas possible à la fois d'être clair et de répondre à tous les cas particuliers, il est jugé préférable d'exposer les règles à observer dans la grande généralité des cas. Ces règles peuvent être ainsi résumées :

Chaque fonctionnaire qui appartenait au 5 février 1953 à un cadre général de la F.O.M. doit se poser deux questions :

1^o — Mon emploi d'outre-mer appartient-il à la catégorie B (partie active) dans le régime de l'Etat?

2^o — Puis-je justifier personnellement de quinze ans de services dans les Territoires B (Gouvernements généraux) ou dans la catégorie B (partie active).

1^{re} question : Sont classés dans la catégorie B, lorsqu'ils sont effectivement occupés hors d'Europe, les emplois figurant dans le tableau annexé au décret n° 56-451 du 27 avril 1956.

Voici ce tableau des personnels des cadres généraux relevant du Ministère de la France d'Outre-Mer classés dans la catégorie « B ».

Cadres généraux :

- des Gouverneurs généraux et Gouverneurs;
 - des Administrateurs;
 - des Inspecteurs du Travail et des Lois sociales;
 - des Vétérinaires Inspecteurs de l'Elevage et des Industries animales;
 - des Officiers Ingénieurs des Eaux et Forêts;
 - des Travaux Publics, Mines et Techniques industrielles;
 - des Postes et Télécommunications : Inspecteurs généraux branche administrative : Inspecteurs principaux, branche technique : à partir du grade d'Ingénieur adjoint jusqu'au grade d'Ingénieur en Chef;
 - du Service géologique;
 - du Service de l'Agriculture;
 - de l'Office de la Recherche scientifique et technique;
 - des Officiers de Port;
 - des Ingénieurs du Génie rural;
 - des Ingénieurs des Travaux météorologiques.
- 2^e question : a/ Il est facile à chacun de calculer s'il a accompli ou non quinze ans de services dans les Territoires B, au regard de la C.R.F.O.M.

Il est précisé à ce sujet :

que le temps de traversée (aller et retour)

que le temps de mobilisation, même passé hors du Territoire de service par les fonctionnaires mobilisés sur place;

comptent comme temps passé dans ledit Territoire.

b/ Il est moins facile au fonctionnaire de déterminer s'il a accompli ou non quinze ans dans la catégorie B (partie active) au regard du régime de l'Etat.

Que le fonctionnaire sache : 1^o — que le classement dans la catégorie B des emplois d'outre-mer ne porte effet qu'à partir du 1^{er} avril 1932;

2^o — que, par mesure d'équité, les services C.R.F.O.M. pris dans une pension de l'Etat ne comptent dans les 15 ans de services B qu'à partir également du 1^{er} avril 1932;

3^o — que, comme ci-dessus, le temps de traversée et le temps de mobilisation, même passé hors du Territoire de service, comptent comme temps passé dans ledit Territoire;

4^o — que le décret du 27 avril 1956 permet de décompter pour parfaire les 15 ans en B :

— les périodes passées dans les positions réglementaires :

de congé administratif;
de congé de convalescence dans la limite de 6 mois;
de congé de longue durée pour maladie imputable au service.

— le temps passé en France durant la période d'interruption des communications, entre le 5 novembre 1942 et le 31 décembre 1944, en position régulière de service.

— Bénéficient du même avantage, selon la jurisprudence en vigueur, les fonctionnaires qui ont bénéficié de mesures de réparation de carrière au titre de l'ordonnance du 29 novembre 1944 ou de la loi n° 53-89 du 7 février 1953 pour leur période d'éviction de la fonction publique.

C'est seulement lorsque le fonctionnaire, mieux placé que quiconque pour y répondre, aura ainsi clarifié sa propre situation, qu'il aura intérêt à consulter les exemples suivants :

A. — Cas d'un fonctionnaire, tributaire du régime général de l'Etat, dont le cadre — ou l'emploi — appartiennent à la catégorie B (active).

Pour la compréhension des exemples qui vont suivre, il est rappelé que, par « année de services dans un territoire de la catégorie B », il faut entendre, au titre du régime général, « année accomplie outre-mer comme titulaire et postérieurement au 1^{er} avril 1932 ».

1^o — Agent comptant au moins 25 années de services dont 15 ans de présence dans un territoire de la catégorie B : pension identique à l'Etat et à la Caisse, donc pas d'option.

2^o — Agent comptant plus de 25 années de services, dont moins de 15 ans de présence dans un territoire de la catégorie B, les autres services ne pouvant être considérés comme actifs : pension identique à l'Etat et à la Caisse, donc pas d'option.

B. — Cas d'un fonctionnaire, tributaire du régime général de l'Etat, dont le cadre — ou l'emploi — appartiennent à la catégorie A (sédentaires).

1^o — Agent comptant au moins 25 années de services dont 15 ans de présence dans un territoire de la catégorie B : pension plus élevée à la Caisse, donc option à exercer pour C.R.F.O.M.

2^o — Agent comptant à 60 ans d'âge, 30 années de services dont moins de 15 années de présence dans un territoire de la catégorie B : pension identique à l'Etat et à la Caisse, donc pas d'option.

3^o — Agent comptant, lors de sa limite d'âge inférieure à 60 ans au titre de la C.R.F.O.M., 30 années de services dont moins de 15 ans de présence dans un territoire de la catégorie B : pension plus élevée à l'Etat, donc pas d'option.

Il est recommandé aux fonctionnaires de se reporter à la circulaire n° 23.344-PE/5 du 6 juin 1956, pour la réponse aux autres questions déjà traitées et qu'il n'a pas été jugé nécessaire de reprendre.

Je vous prie d'assurer la publication de la présente instruction au *Journal officiel* de votre Territoire.

Paris, le 8 mars 1957.

Le Directeur du personnel,
P. LE LAYEC.

AVIS

Archidiocèse et Diocèse de Lomé et de Sokodé

Par suite de l'érection canonique de la hiérarchie catholique en A.O.F. et au Togo le Vicariat Apostolique de Lomé s'appelle désormais :

« Archidiocèse de Lomé »

La Préfecture Apostolique de Sokodé s'appelle désormais :

« Diocèse de Sokodé »

Les titres fonciers et autres actes légaux enregistrés sous les anciens noms de Vicariat Apostolique de Lomé et de Préfecture Apostolique de Sokodé gardent leur valeur légale.

Nécrologie

Le Premier Ministre de la République Autonome du Togo a le regret de faire part du décès :

du Chef de train principal Hors classe des C.F.T. Ayéna Séverin survenu à Savalou (Dahomey) le 22 février 1957.

de l'infirmière Adjointe 1^{er} échelon Mme Ahoyé Lucie, née Aguiar, survenu à l'hôpital de Tokoin le 4 mars 1957.

AVIS DE PERTE

Conformément aux dispositions de l'article 95 du décret du 24 juillet 1906, avis est donné au public de la perte du Titre Foncier N° 102 TT. appartenant à la Société Commerciale Industrielle et Agricole (SCIA).

Pour deuxième insertion.

Il est porté à la connaissance du public que la copie du titre foncier n° 54 du Cercle d'Aného est adirée.

Pour deuxième insertion.

Il est porté à la connaissance du public de la perte du titre Foncier n° 295 du Cercle de Lomé.

Pour deuxième insertion.

RECEPISSE DE DECLARATION D'ASSOCIATION

Titre de l'Association : « Union Fraternelle de la Jeunesse Sangbana de Mango ».

Objet : Pratique du foot-ball et de la Musique Moderne.

Siège Social : Mango.

Pièces annexées à la déclaration d'Association : Statuts.